

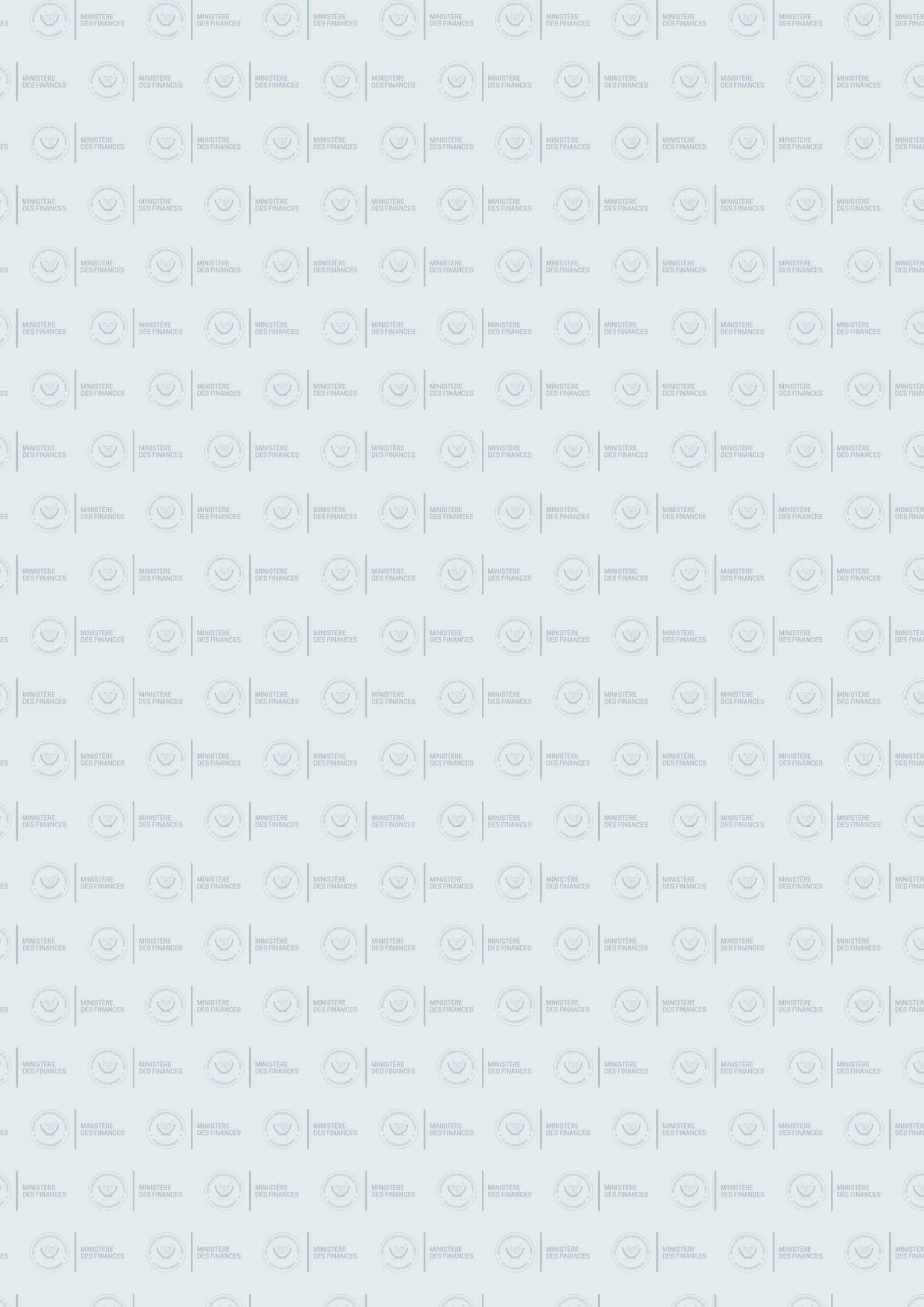


MINISTÈRE
DES FINANCES

RAPPORT **ANNUEL**

20 24

SUR LES **PROJETS**
ET **PROGRAMMES**
À FINANCEMENTS
EXTÉRIEURS





MINISTÈRE
DES FINANCES

RAPPORT **ANNUEL**

20 24

SUR LES **PROJETS**
ET **PROGRAMMES**
À FINANCEMENTS
EXTÉRIEURS



**MINISTÈRE
DES FINANCES**

SOMMAIRE

MOT DU MINISTRE	6
MOT DE MADAME LE COORDONNATEUR DE LA CSPP	8
RESUME ANALYTIQUE DU RAPPORT	9
I. PRESENTATION GENERALE	10
CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE	10
BREF APERÇU DE LA CELLULE DE SUIVI DES PROJETS ET PROGRAMMES « CSPP »	13
FAITS MARQUANTS	14
II. SITUATION DU PORTEFEUILLE ACTIF SUR FINANCEMENT EXTERIEUR	17
RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR BAILLEUR	17
REPARTITION SECTORIELLE ET PRIORITES NATIONALES	21
PRESENTATION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR ET IMPACT	23
CADRE DES RESULTATS INTERBAILLEURS	35
III. PROJETS ET PROGRAMMES ACTIFS	39
PROJETS MIS EN VIGUEUR EN 2024	39
PROJETS ET PROGRAMMES CLÔTURÉS EN 2024	40
PROJETS RESTRUCTURÉS/ANNULÉS EN 2024	41
PROJETS EN FIN DE CYCLE	43
IV. PROJETS EN COURS DE PRÉPARATION/NÉGOCIATION	44
V. ANNEXES	47
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	47
LISTE DES TABLEAUX	49
LISTE DES ENCADRÉS	49
LISTE DES GRAPHIQUES/FIGURES	49
LISTE DES PROJETS EXÉCUTÉS EN RDC	49



MOT DU MINISTRE

Au moment de clôturer l'exercice 2024, je voudrais saluer l'engagement collectif qui a permis d'obtenir des avancées notoires en matière de financements extérieurs et de gestion de nos projets et programmes. L'action concertée du Ministère des Finances, des différents ministères sectoriels ainsi que de nos partenaires a été décisive pour maintenir la cohérence des divers projets et programmes avec le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024-2028 et leur alignement sur les six (6) axes prioritaires du second mandat de SEM le Président de la République Démocratique du Congo (RDC), Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO. Ainsi, une attention particulière a été portée sur le cycle des projets, afin qu'ils contribuent à :

1. Créer plus d'emplois en accélérant la promotion de l'entrepreneuriat, notamment celui des jeunes ;
2. Protéger le pouvoir d'achat des ménages en stabilisant le niveau de l'inflation et en maîtrisant le taux de change ;
3. Assurer avec beaucoup plus d'efficacité la sécurité de nos populations, de notre territoire, de nos biens, ainsi que la préservation de nos intérêts au moyen de la restructuration profonde de notre appareil de sécurité et de défense et par la poursuite du renforcement de notre diplomatie ;
4. Poursuivre la diversification de notre économie et accroître sa compétitivité, en optant pour la transformation de nos produits agricoles et miniers bruts sur notre sol ;
5. Garantir plus d'accès aux services de base, en veillant à l'extension des programmes tels que ceux de la couverture santé universelle, de la gratuité de l'enseignement et du programme de développement local des 145 territoires ;
6. Renforcer l'efficacité de nos services publics.

En 2024, le portefeuille des financements extérieurs s'est élevé à plus de 10 milliards USD, permettant de financer des projets structurants avec un impact significatif sur l'économie nationale dans les domaines suivants :

- **Infrastructures de transport :** 164 kilomètres de routes ont été modernisés, améliorant la mobilité des biens et des personnes.
- **Accès aux services essentiels :** Pour l'année 2024, 137.106 ménages ont bénéficié de raccordement en eau et électricité.
- **Secteurs Sociaux :** L'intégration des financements internationaux a permis de couvrir jusqu'à 38% des dépenses courantes de santé en RDC¹. Cette contribution significative a facilité le fonctionnement de nombreuses structures publiques de santé, améliorant ainsi l'accès aux soins pour la population.

Malgré ces résultats encourageants, plusieurs défis subsistent. Ils se rapportent notamment à :

- L'amélioration de la capacité d'absorption des financements extérieurs, avec un taux de décaissement cumulé encore insuffisant (21,38% en 2024).
- La systématisation des études de faisabilité pour garantir la maturité et l'appropriation nationale des

projets, et éviter les retards d'exécution.

- La lutte contre les dépenses inéligibles, en renforçant les mécanismes de contrôle financier et en améliorant la transparence dans la gestion des fonds alloués.
- La mise en place d'un cadre juridique harmonisé à travers l'adoption du décret sur la gestion des projets financés par des ressources extérieures, afin d'optimiser leur gouvernance et leur impact socio-économique.

Les points ci-dessus s'inscrivent dans la dynamique du PAG 2024-2028 qui fixe une trajectoire claire en faveur d'une économie plus résiliente, diversifiée et compétitive. Ce programme s'inscrit pleinement dans la vision de développement à l'horizon 2050, qui ambitionne de faire de la RDC une économie à revenu intermédiaire, en valorisant durablement son potentiel extractif et agricole.

Pour maximiser l'impact des financements extérieurs, il est ainsi primordial de renforcer :

- La coordination entre la Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP), les ministères sectoriels et les provinces, afin d'assurer une gestion cohérente et efficace des projets.
- La systématisation des indicateurs de performance et de suivi-évaluation, pour une meilleure traçabilité et une allocation optimale des ressources.
- L'alignement des projets sur des objectifs de rentabilité économique et sociale clairement définis, garantissant ainsi un véritable retour sur investissement pour les finances publiques.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à tous nos partenaires techniques et financiers, dont le soutien a été déterminant dans les avancées enregistrées en 2024.

Puisse cette dynamique se consolider encore dans les années à venir, afin que chaque investissement extérieur réponde aux aspirations légitimes du peuple congolais et renforce durablement notre marche vers le progrès et la stabilité.

Doudou FWAMBA LIKUNDE LI-BOTAYI

¹ Rapport de l'Analyse du Financement de la Santé en RDC

MOT DE MADAME LE COORDONNATEUR DE LA CSPP

Au terme de cette année 2024, il apparaît clairement que la Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP) a franchi une nouvelle étape dans son rôle de coordination et d'optimisation des financements extérieurs en RDC. L'expérience acquise lors de l'exercice précédent s'est avérée déterminante pour asseoir davantage notre mission, tout en consolidant les réformes amorcées.

L'année 2024 s'est inscrite dans la continuité des progrès réalisés en 2023. La CSPP a poursuivi sa mission de suivi rapproché des projets et programmes sur financement extérieur, mettant l'accent sur la responsabilisation des Unités de Gestion de Projets (UGP). Grâce à une application renforcée des contrats de performance signés antérieurement, la qualité de l'exécution s'est améliorée, tout comme le taux de décaissement global. Avec un décaissement cumulé de 1,5 milliards USD, l'année 2024 a enregistré une augmentation de 49,84% par rapport l'année 2023.

Ces progrès ont été rendus possibles grâce à la mobilisation des bailleurs de fonds, dont le portefeuille a excédé la barre des 10 milliards USD. Cet engagement soutenu a permis d'intensifier les interventions dans les domaines cruciaux tels que les Infrastructures, la Santé, l'Agriculture, l'Energie et la Protection sociale.

Afin de pérenniser l'impact des financements engagés, la CSPP a mis en place plusieurs mécanismes favorisant l'appropriation des projets par les acteurs nationaux. Tout au long de 2024, les concertations avec les ministères sectoriels ont été multipliées afin d'aligner les investissements sur les priorités gouvernementales. De même, le partage régulier d'informations et la vulgarisation des bonnes pratiques ont permis à l'Administration congolaise de jouer un rôle plus actif dans l'identification et la maturation des projets.

Les actions menées durant l'année 2024 ont contribué à :

- L'augmentation des allocations du portefeuille de certains bailleurs, notamment ceux de l'Agence Française de Développement (AFD) (+21,65%) et de la Banque Africaine de Développement (BAD) (+5,11%) ;
- La mise en vigueur de cinq (5) nouveaux projets, visant notamment la transformation agricole, l'accès aux services d'eau et la gouvernance financière ;
- Des interventions dans treize (13) secteurs stratégiques, avec une priorité accordée à l'éducation (14,14%), la protection sociale (12,74%), et l'agriculture (11,42%).

Si l'année 2024 a vu l'accomplissement de nombreuses réalisations, des défis demeurent. Il s'agit notamment de :

- 1. Maintenir l'exigence de performance :** en poursuivant l'accompagnement des UGP et le contrôle régulier des résultats, afin de transformer durablement les investissements en bénéfices concrets pour les populations.
- 2. Renforcer la coordination institutionnelle et entre Projets :** la synergie entre la CSPP, les ministères sectoriels, les administrations locales et les partenaires doit s'approfondir pour assurer l'harmonisation et la réactivité des interventions.
- 3. Adopter des outils de suivi-évaluation plus intégrés :** l'usage de technologies numériques et la centralisation des données doivent se poursuivre, pour une traçabilité optimale de l'exécution et un accès transparent aux informations.

Je souhaite exprimer ma sincère reconnaissance à Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, ainsi qu'à l'ensemble de nos partenaires et des acteurs nationaux, pour leur confiance et leur appui déterminant tout au long de cette année 2024. Je salue également l'engagement continu des équipes de la CSPP et des UGP, qui ont su relever d'importants défis pour contribuer à l'essor de notre pays.

Ensemble, nous avons démontré qu'une gouvernance responsable, orientée vers l'efficacité et la redevabilité, pouvait porter ses fruits.



Josée MIAKUKILA KUBAUKA

RESUME ANALYTIQUE DU RAPPORT

En 2024, la CSPP a consolidé ses actions visant à optimiser l'impact des financements extérieurs sur le développement économique et social de la RDC. Avec un portefeuille actif de 128 projets, représentant un montant total de 10,08 milliards USD, la CSPP a permis des avancées significatives dans divers secteurs stratégiques.

Les investissements dans les infrastructures ont amélioré la mobilité et la connectivité, notamment à travers l'aménagement et la modernisation de plusieurs tronçons routiers clés, dont la RN1 Kinshasa-Kikwit et le corridor économique RDC-Angola. Ces réalisations favorisent l'intégration régionale et stimulent le développement socio-économique.

Le secteur Agricole a enregistré une hausse notable de ses performances grâce à l'intensification des chaînes de valeur telles que le maïs, le manioc et le riz, renforçant ainsi la sécurité alimentaire et réduisant la dépendance aux importations.

Dans le secteur Santé, l'intégration efficace des financements internationaux a permis de couvrir jusqu'à 38% des dépenses courantes, améliorant sensiblement l'accès de la population aux soins. L'Éducation demeure une priorité, bénéficiant de la plus forte allocation sectorielle avec 14,14% du portefeuille total, soutenant ainsi la gratuité de l'enseignement de base et le développement de nouvelles infrastructures éducatives.

Des progrès notables ont également été enregistrés dans la Gouvernance financière grâce aux réformes en passation des marchés et en suivi-évaluation, entraînant une amélioration significative de la transparence budgétaire et renforçant la confiance des investisseurs internationaux.

Malgré ces succès, plusieurs défis persistent, notamment en matière d'amélioration du taux de décaissement et d'absorption des financements extérieurs. Des efforts supplémentaires sont, en outre, requis pour systématiser les études préalables et optimiser la gestion financière des projets.

Pour l'avenir, la CSPP s'engage à renforcer davantage la coordination institutionnelle, améliorer les outils numériques de suivi-évaluation et poursuivre l'alignement stratégique des projets sur les objectifs du PAG 2024-2028, afin d'assurer un impact durable et concret des financements internationaux sur le développement national.

I. PRESENTATION GENERALE

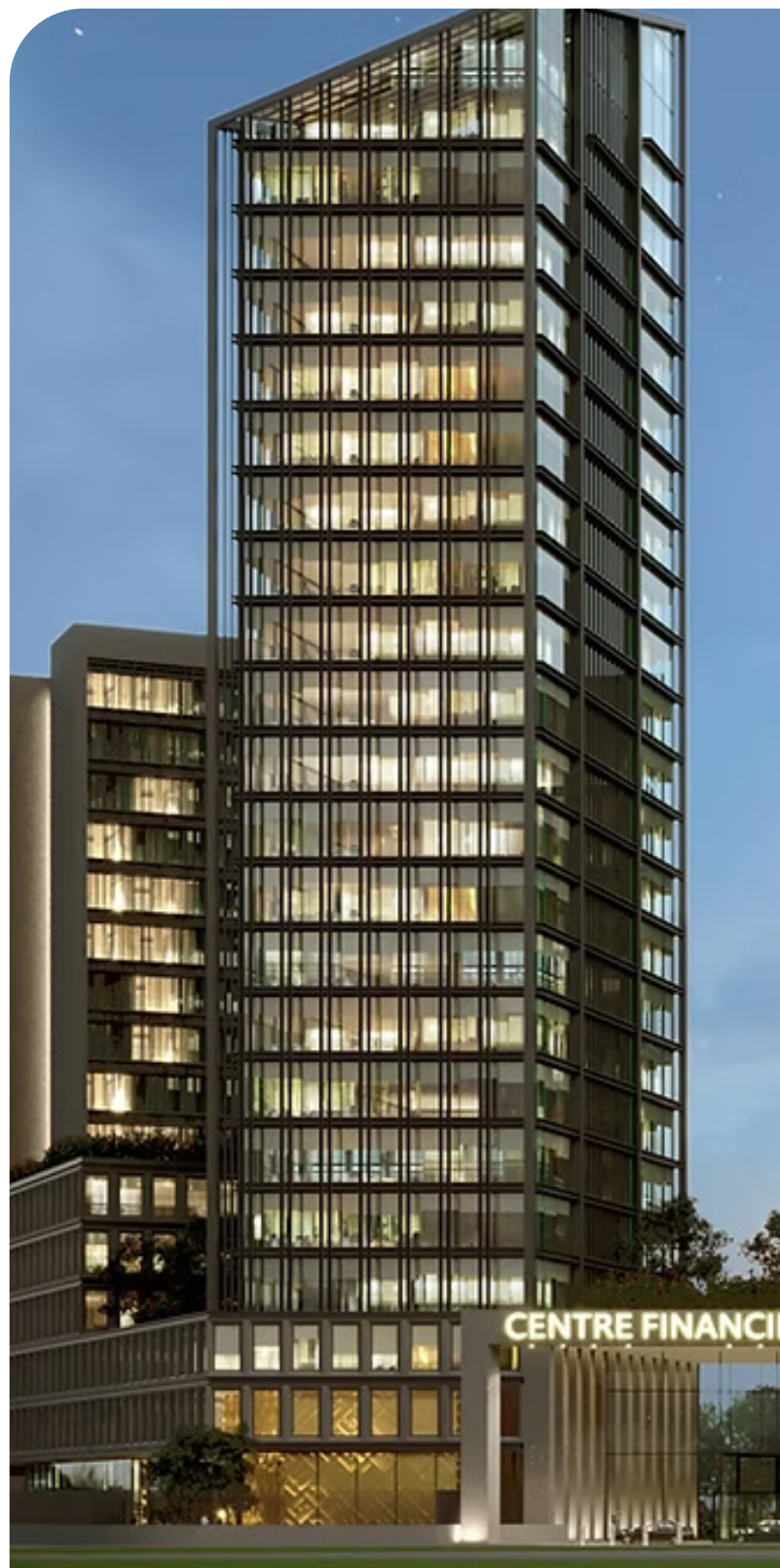
CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

La RDC, avec une superficie de 2.345.410 km², est le plus vaste pays d'Afrique subsaharienne. Elle dispose d'un potentiel naturel exceptionnel, caractérisé par d'importants gisements de minerais stratégiques, notamment le cobalt, le cuivre et d'autres métaux rares, ainsi qu'un potentiel hydroélectrique considérable. Par ailleurs, ses terres arables étendues, sa biodiversité unique et la présence de la deuxième plus grande forêt tropicale du monde renforcent son rôle en tant qu'acteur stratégique du développement durable. Grâce à ces atouts, la RDC occupe une place centrale dans les efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique, notamment en matière de séquestration du carbone et de préservation des écosystèmes tropicaux.

Cependant, en dépit de l'abondance de ses ressources naturelles, environ 73,5% de la population congolaise vit avec moins de 2,15 USD par jour ¹, témoignant de la persistance d'une pauvreté généralisée. Des décennies de conflits armés et d'instabilité politique ont exacerbé cette situation, plongeant le pays dans une crise humanitaire prolongée, marquée par des déplacements massifs de populations et une précarité socio-économique structurelle.

Sur le plan politique et institutionnel, le quatrième cycle des élections générales, organisées à la fin de 2023, a permis la mise en place de nouvelles institutions issues du processus électoral. Ce renouvellement institutionnel a ouvert de nouvelles perspectives pour la RDC, notamment la mise en œuvre de politiques et de stratégies visant à lutter contre l'insécurité persistante, la pauvreté et les défis sociaux qui affectent la société congolaise.

Sur le plan économique, la RDC a enregistré des performances satisfaisantes malgré les pressions externes et les problèmes de sécurité, particulièrement dans l'Est du pays. La croissance économique, bien que positive, repose principalement sur le secteur extractif, ce qui accroît la vulnérabilité de l'économie. Entre 2010 et 2015, la RDC a enregistré une croissance moyenne du PIB de 7,5%, principalement tirée par le dynamisme du secteur minier, qui a connu une



croissance annuelle moyenne de 17,2% sur cette période².

Le secteur primaire, notamment l'agriculture et l'ex-

¹ <https://banquemondiale.org/fr/country/drc/overview>

² <https://documents1.worldbank.org/curated/fr/690111530619491112/pdf/R%C3%A9publique-D%C3%A9mocratique-du-Congo-Utiliser-la-rente-des-industries-extractives-pour-promouvoir-la-croissance-et-le-d%C3%A9veloppement.pdf>



exploitation minière, représente une part importante du PIB et constitue également une source majeure de recettes fiscales et d'exportations. En effet, le secteur extractif représente 90% des recettes d'exportation

et environ 60% des revenus de l'État³.

Malgré cette expansion, l'impact sur les conditions de vie reste limité. L'élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance du PIB par habitant était de -0,27 entre 2005 et 2012, indiquant que cette croissance n'a pas encore conduit à une amélioration significative des indicateurs de développement humain⁴. Cette situation met en évidence la nécessité urgente de diversifier l'économie congolaise, en investissant notamment dans l'agriculture, les infrastructures et l'industrialisation locale, afin de stimuler une croissance plus inclusive et durable.

Sous le leadership de Son Excellence Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, élu Président de la République en 2018 et réélu pour un second mandat en 2023, le Gouvernement s'est engagé à améliorer durablement les conditions de vie des citoyens et à réduire la pauvreté, notamment à travers la mise en œuvre de politiques de diversification économique.

Dans cette optique, le nouveau gouvernement dirigé par Son Excellence Madame la Première Ministre Judith SUMINWA TULUKA a présenté, en mai 2024, un programme ambitieux devant le Parlement. Ce programme traduit les six engagements clés pris par le Chef de l'État durant sa campagne électorale, et couvre la mandature 2024-2028. Il constitue un cadre stratégique fédérateur des politiques publiques visant à répondre aux attentes légitimes de la population, telles que la création d'emplois, l'industrialisation du pays, la cohésion nationale, la stabilité monétaire et la sécurisation du territoire.

Pour soutenir la mise en œuvre de ce programme, le Gouvernement a misé sur la poursuite des politiques prudentes et un renforcement des réformes budgétaires et monétaires, ainsi que de la gouvernance.

Dans cette dynamique, la conclusion positive de la sixième et dernière revue de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) en juillet 2024 constitue un facteur favorable à la mobilisation de financements multilatéraux dont les décaissements contribuent à abonder les besoins de financement de l'économie. Le total cumulé des financements alloués aux projets et programmes par les principaux bailleurs est passé de 3 milliards USD fin 2020 à plus de 10 milliards USD en 2024.

Parallèlement à cette mobilisation accrue de ressources extérieures, le Ministère des Finances a continué de mettre en œuvre plusieurs réformes visant à améliorer la gestion des projets financés par des ressources extérieures et à maximiser les résultats escomptés. En effet, les projets et programmes contribuent à améliorer l'accès des citoyens congo-

³ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099101723140624843/pdf/P1751610785dc80200b0460e726094833a4.pdf>

⁴ <https://documents1.worldbank.org/curated/ar/546161529596307732/pdf/112733-SCD-FRENCH-P155518-PUBLIC>

lais à des services essentiels tels que l'eau potable, l'électricité, les soins de santé, une éducation de qualité, ainsi qu'à des infrastructures routières et numériques de qualité.

Dans ce cadre, la CSPP, un dispositif clé du suivi de la mise en œuvre des projets et programmes pour le compte du Ministère des Finances, a pris une importance croissante. Son objectif principal est d'améliorer la performance des projets en systématisant un suivi de proximité, garantissant ainsi la réussite des actions entreprises.

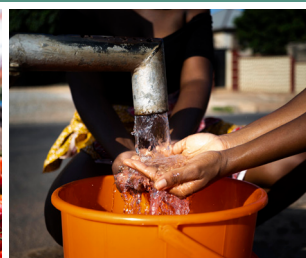
Pour **l'année 2024**, le **portefeuille des projets et programmes suivis par la CSPP** se composait de **128 opérations réparties** sur l'ensemble du territoire national, couvrant **treize (13) secteurs d'activités prioritaires** :



Agriculture



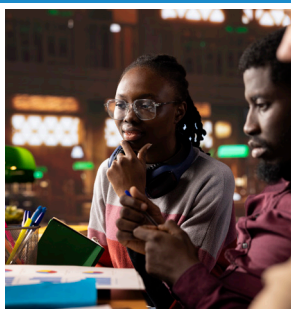
Commerce



Eau & Assainissement



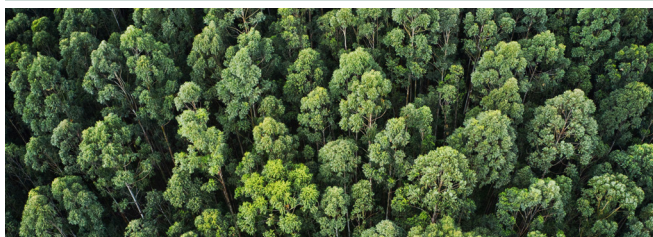
Electricité



Entrepreneuriat



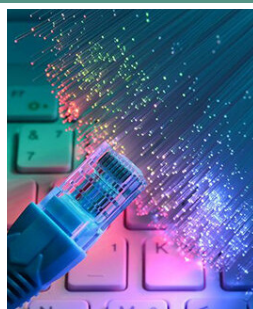
Education



Environnement



Gouvernance



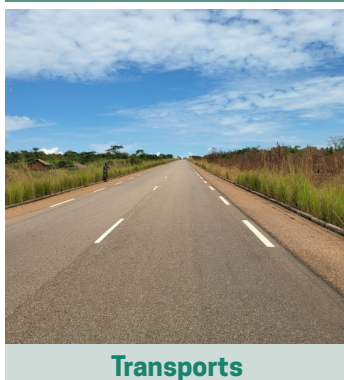
Numérique (TIC)



Santé



Social



Transports



Urbain



CELLULE DE SUIVI
DES PROJETS ET
PROGRAMMES

BREF APERÇU DE LA CELLULE DE SUIVI DES PROJETS ET PROGRAMMES « CSPP »

L'Arrêté Ministériel n°69/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 05 décembre 2011 portant création, fonctionnement et organisation constitue l'acte créateur de la CSPP.

En vue d'adapter la performance de la CSPP au volume des ressources cumulées ces cinq dernières années, le Ministre des Finances a signé un nouveau texte réglementaire, l'Arrêté Ministériel n°012/CAB/MIN/FINANCES/2023 du 15 mai 2023, modifiant et complétant l'arrêté initial.

La CSPP est née de la volonté conjointe du Gouvernement de la RDC et des bailleurs de fonds. Elle a pour cadre administratif une structure faisant partie des services techniques connexes du Ministère des Finances, et est placée sous l'autorité du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

L'objectif de la CSPP est de contribuer à l'amélioration de l'exécution des projets et programmes sur financement extérieur sur l'ensemble du territoire national. Plus spécifiquement, elle coordonne le travail du Ministère ayant les Finances dans ses attributions dans le suivi de l'exécution physique et fiduciaire des projets et programmes financés par les bailleurs de fonds.

La CSPP assume principalement les missions suivantes :

- Assurer l'alignement des projets et programmes sur la politique nationale en matière de développement en orientant les décisions à prendre par le Ministre ayant les Finances dans ses attributions, Gouverneur de la RDC auprès des principales institutions de financement ;
- Faciliter la mise en œuvre des projets et programmes en proposant des solutions aux contraintes qui relèvent de la responsabilité du Ministre ayant les Finances dans ses attributions et proposer toutes les mesures qui s'imposent pour améliorer la performance du portefeuille ;
- Organiser la collecte, le traitement, la diffusion des données relatives à l'exécution et à la performance des projets et programmes financés par les bailleurs de fonds ;
- Développer des normes, standards, procédures et bonnes pratiques afin d'améliorer la gestion des projets et programmes du secteur public ;
- Représenter le Ministre ayant les Finances dans ses attributions aux différentes étapes du cycle des projets sur financement extérieur, notamment dans les phases d'identification, de préparation, d'évaluation ex-ante, de négociation, de mise en œuvre et d'évaluation à mi-parcours et ex-post ;
- Prendre toutes les mesures possibles pour permettre la supervision (visite de terrain) des projets financés par les bailleurs de fonds ainsi que l'organisation des cadres de concertation, des ateliers d'échanges et/ou séminaires en rapport avec la gestion fiduciaire des projets ;
- Doter le Ministère des Finances d'un dispositif permanent permettant de refléter, sur une base régulière, les opérations financières des agences dans les statistiques des finances publiques.

Aussi, ce nouvel arrêté ministériel a permis la restructuration de la CSPP en renforçant ses capacités en termes de ressources humaines et de nouveaux dispositifs de suivi des projets.

FAITS MARQUANTS

L'année 2024 a été marquée par une intensification des échanges stratégiques entre la RDC et ses partenaires techniques et financiers (PTF), illustrant ainsi la volonté du Gouvernement d'optimiser la gestion des financements extérieurs et d'accélérer l'exécution des projets de développement. À travers plusieurs missions de haut niveau, dialogues sectoriels et initiatives de renforcement des capacités, la RDC a consolidé sa coopération avec des institutions telles que la Banque Mondiale (BM), la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds International de Développement de l'Agriculture (FIDA) et le Fonds Saoudien de Développement (FSD).

Ces rencontres ont permis de renforcer les engagements financiers en faveur du pays, d'améliorer les mécanismes de suivi et d'exécution des projets, et de promouvoir des réformes structurelles visant à garantir un impact plus tangible sur l'économie et le bien-être des populations. De même, les échanges techniques et les sessions de renforcement des capacités ont permis d'outiller les acteurs clés de la gestion des projets, notamment à travers des formations spécialisées et des missions d'apprentissage auprès de la CSPP.

Cette section détaille les principales rencontres et missions qui ont marqué l'année 2024, mettant en lumière les avancées réalisées et les perspectives de collaboration pour les années à venir.

1

**DU 24 AU 27
JUILLET 2024**

Rencontre entre SEM le Ministre des Finances et Monsieur le Directeur Général de l'Administration de la BM en visite en RDC

Lors de la rencontre entre SEM le Ministre des Finances, Doudou FWAMBA LIKUNDE LI-BOTAYI et Monsieur le Directeur Général de l'Administration de la BM, Hassan ZAMAN, les deux parties ont souligné la nécessité d'un partenariat renforcé pour répondre aux ambitions de la RDC, avec une enveloppe cumulée avoisinant 10 milliards USD. Ils ont notamment discuté de l'importance d'adopter de nouvelles approches pour accélérer la mise en œuvre des projets, de renforcer les équipes techniques locales et de transformer le bureau de la BM en RDC en un véritable « Hub » pour améliorer l'efficacité opérationnelle, notamment à travers la construction d'un immeuble dédié aux UGP afin de rationaliser les coûts de fonctionnement.

La discussion a également mis en exergue la poursuite des réformes visant à renforcer les capacités du personnel de la BM et à soutenir les UGP, ainsi qu'une politique monétaire restrictive pour soutenir une croissance économique robuste en 2024, tout en instaurant un cadre permanent de suivi des projets dans des secteurs prioritaires tels que l'Energie, les Infrastructures, l'Agriculture mécanisée, la Gouvernance financière digitalisée et le Capital humain.

2

**DU 3 AU 4 OCTOBRE
2024**

Mission de dialogue de haut niveau en RDC du Directeur Général Afrique centrale du groupe de la BAD

Du 3 au 4 octobre 2024, le Dr Serge N'GUESSAN, Directeur Général de la Région Afrique centrale du groupe de la BAD, a mené une mission de dialogue de haut niveau à Kinshasa. Cette rencontre visait à : (i) échanger avec les autorités sur les priorités stratégiques et opérationnelles du pays, (ii) discuter des questions institutionnelles liées notamment à la qualité du donateur dans le cadre du Fonds Africain de Développement (FAD-16) et des options pour le FAD-17, et (iii) confirmer le programme de prêt 2025-2027 sous le FAD-17.

La mission a également permis de passer en revue la performance du portefeuille de la BAD, qui compte 26 projets pour un montant total de 1,578 milliards USD, et d'aborder les enjeux des projets phares, illustrant ainsi les progrès réalisés et les défis persistants dans l'accélération de la mise en œuvre des projets.

3

**DU 7 AU 11
OCTOBRE 2024**

Mission d'imprégnation de la délégation des experts du Ministère de l'Economie et des Finances de la République du Congo à la CSPP

Du 7 au 11 octobre 2024, une délégation d'experts du Ministère de l'Economie et des Finances de la République du Congo a séjourné à Kinshasa pour une mission auprès de la CSPP. Cette visite avait pour objectif de s'imprégner des pratiques et modalités de gestion des projets de développement en RDC, ainsi que d'échanger avec la CSPP sur les pratiques et l'expérience en matière de suivi des projets et programmes.

Conformément aux termes de référence de l'activité, la délégation susvisée a eu l'occasion d'être exposée aux outils développés par la CSPP dans le cadre du suivi des projets, tels que le tableau de bord et le contrat de performance.

Dans le cadre d'échanges d'expériences sur la gestion des projets, l'équipe a rencontré les Coordonnateurs de la Cellule Infrastructures du Ministère des Infrastructures et Travaux Publics (ITP), de la Cellule fiscale du Ministère de Finances et un représentant de la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

L'équipe a salué le dynamisme et l'efficacité de la CSPP et a proposé des axes d'amélioration tels que le financement des études de faisabilité, la création d'un service statistique et la mise en place d'une banque de projets matures.



4

**DU 10 AU 14
OCTOBRE 2024**

Visite de la Directrice Générale des Opérations de la BM en RDC

Dans le cadre de sa visite en RDC du 10 au 14 octobre 2024, Madame Anna BJERDE, Directrice Générale des Opérations de la BM, a examiné l'état d'avancement des projets financés par l'institution, représentant un investissement global de 7,2 milliards USD. Cette mission avait pour objectif de renforcer le dialogue avec les autorités congolaises et d'accélérer la mise en œuvre des initiatives en cours. Lors des échanges, notamment avec SEM le Ministre des Finances, un accent particulier a été mis sur l'accélération des investissements afin d'obtenir des résultats concrets et rapides.

Deux initiatives majeures ont été présentées. Il s'agit :

- Du barrage hydroélectrique Inga III, projet phare du gouvernement congolais, bénéficiant d'un investissement d'un milliard USD pour renforcer la capacité énergétique du pays.
- Du programme de transformation numérique, doté de 510 millions USD et cofinancé avec l'AFD, dont le lancement est prévu en février 2025.

Par ailleurs, la BM soutient la gratuité de l'enseignement de base, une mesure essentielle pour l'éducation en RDC, permettant déjà la scolarisation de 3,5 millions d'enfants.

Si la mission de Madame Anna BJERDE a permis de consolider les engagements financiers et stratégiques de la BM, la question de la mise en œuvre effective des projets demeure. La coopération entre l'institution et les autorités congolaises sera déterminante pour lever les obstacles et garantir l'atteinte des objectifs de développement fixés.

5

**DU 13 AU 14
NOVEMBRE 2024**

Visite en RDC du Directeur Régional de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA

Lors de leur rencontre, le Ministre des Finances et Monsieur Bernard HIEN, Directeur Régional de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA, ont réaffirmé l'engagement commun à renforcer le partenariat stratégique entre le FIDA et la RDC. Cette entrevue a mis en lumière l'importance de soutenir la transformation agricole et le développement rural – objectifs inscrits dans le PAG 2024-2028 – notamment par l'augmentation des ressources allouées (13% supplémentaires dans le projet de loi de finances 2025) et l'optimisation de la gestion du portefeuille de projets, les allocations du FIDA ayant connu une progression notable. La discussion a également porté sur la nécessité d'améliorer l'assistance technique et financière, ainsi que de renforcer les mécanismes de suivi et d'évaluation pour garantir l'efficacité des investissements, dans un contexte où la RDC veut garantir la sécurité alimentaire de sa population croissante.

Ces échanges ont abouti à l'initiative pour l'assistance technique du FIDA pour la création d'une Banque Agricole en RDC.

6

**DU 17 AU 19
NOVEMBRE 2024**

Redynamisation de la coopération financière entre la RDC et le FSD pour le financement des projets

Lors de la rencontre entre le Ministre des Finances et le FSD, les discussions ont porté sur la relance d'une coopération bilatérale interrompue depuis 1980. Le FSD, fort d'une expérience de plus de 48 ans et intervenant dans 84 pays avec 694 projets en 2024, souhaite désormais explorer de nouveaux secteurs prioritaires en RDC, notamment dans l'Éducation, la Santé, l'Eau, les Infrastructures et l'Agriculture, afin de soutenir la transformation

économique et sociale du pays. Cette initiative s'inscrit dans un contexte favorable, marqué par le rayonnement international de la RDC, une nouvelle approche de mobilisation des ressources et une amélioration notable de l'exécution des projets. La mission a permis de définir les domaines d'intervention et de présenter les projets prêts à être financés ou disposant d'études de faisabilité.

JOURNEES SCIENTIFIQUES

7

10 JUIN 2024

Renforcement de l'employabilité des jeunes universitaires de l'Université Catholique du Congo (UCC)

La CSPP avait animé une matinée d'informations en faveur des étudiants de l'UCC, en vue de vulgariser le processus de mise en œuvre des projets et programmes en RDC. L'objectif principal était de faciliter l'appropriation des projets et programmes mis en œuvre par le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, en s'appuyant sur l'approche IEC (Information-Education-Communication).



8

13 DÉCEMBRE 2024

Lancement de formations à l'Ecole Nationale des Finances (ENF)

Dans le cadre du renforcement des capacités, l'ENF et la CSPP ont élaboré un module de formation innovant destiné aux agents des Finances, formulé le 13 décembre 2024. Ce programme, qui se déroulera sur cinq (5) jours à Kinshasa en février 2025, aborde en profondeur des thématiques essentielles telles que l'introduction aux projets financés par des bailleurs extérieurs, le rôle stratégique de la CSPP, le régime fiscal des accords de financement, le cycle de vie des projets, la gouvernance, la passation des marchés, ainsi que les techniques d'audit et les étapes de clôture. Grâce à une pédagogie combinant cours théoriques, études de cas pratiques et exercices interactifs, ce module offre une valeur ajoutée significative en dotant les agents des compétences nécessaires pour assurer un suivi rigoureux et transparent des financements, améliorer la gestion fiduciaire et créer un réseau de professionnels capables de diffuser les meilleures pratiques au sein des administrations financières de la RDC.

II. SITUATION DU PORTEFEUILLE ACTIF SUR FINANCEMENT EXTERIEUR

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR BAILLEUR

Au 31 décembre 2024, le portefeuille actif des PTF suivi par la CSPP s'élève à 10.084,82 millions USD, soit une baisse de 11,61% par rapport à 2023. Cette diminution globale résulte principalement des réductions constatées dans le portefeuille de la BM, où certains projets sont arrivés à terme¹.

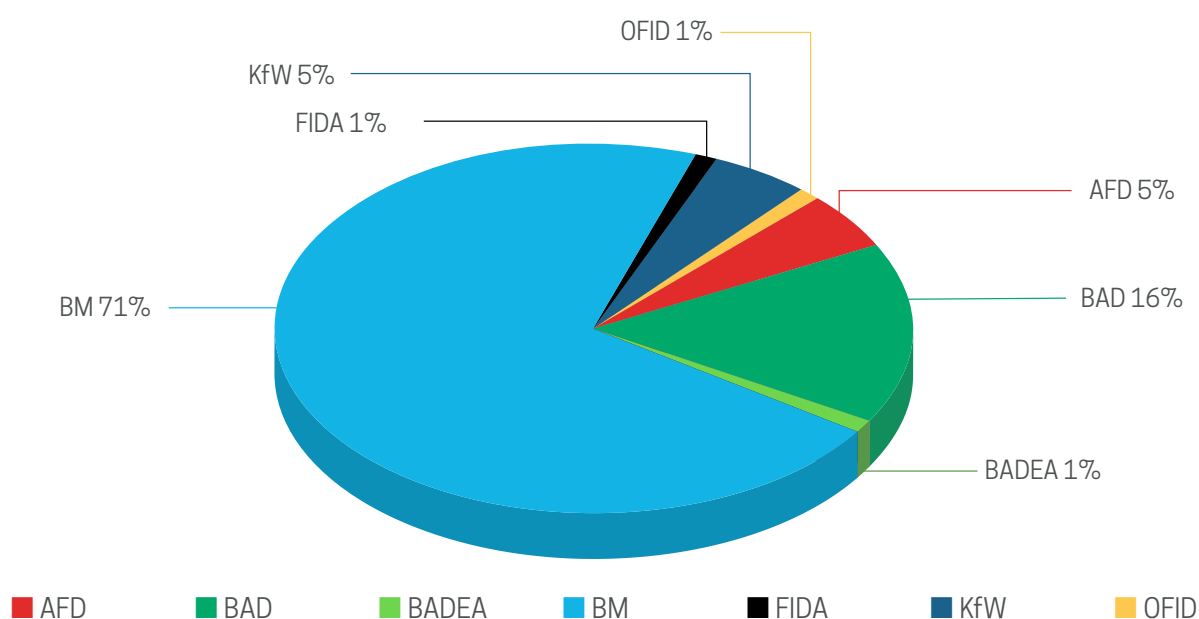
Le tableau récapitulatif du portefeuille révèle une grande disparité en termes de taille et d'allocation. La diversification des sources de financement se traduit, en outre, par une répartition des projets entre 128 initiatives, dont 116 sont nationales et 12 régionales, en faveur de 13 secteurs stratégiques.

Tableau 1 : Taille des portefeuilles des PTF au 31 décembre 2024

BAILLEUR	Allocation totale (en millions USD)			Accroissement en 2024	
	2022	2023	2024	En valeur (en millions USD)	En pourcentage
AFD	169,00	406,29	494,26	87,97	21,65%
BAD	1.500,00	1.501,78	1.578,59	76,81	5,11%
BADEA	88,95	88,95	78,95	-10,00	-11,24%
BM	6.700,00	8.659,09	7.190,25	-1.468,84	-16,96%
FIDA	70,00	115,48	116,98	1,50	1,30%
KfW	-	568,45	555,79	-12,66	-2,23%
OFID	70,00	70,00	70,00	0,00	0,00%
Total	-	11.410,04	10.084,82	-1.325,22	-11,61%

Au 31 décembre 2024, la part de chaque bailleur dans le portefeuille total est représentée par la figure suivante.

Figure 1 : Allocations des PTF en 2024



¹ Parmi les projet clôturés, on compte le PDSS (660 millions USD), le Projet COVID-19 (247 millions USD), le PEQPESU (166 millions USD), le Projet PAASE/EASE (145 millions USD) et le PADMPME (100 millions USD).

La diversité des types de projets permet de couvrir un large spectre d'interventions, reflétant la stratégie multi-sectorielle adoptée.

Tableau 2 : Type de projets

	Projets nationaux	Projets régionaux	Total
AFD	37	1	38
BAD	21	5	26
BADEA	4	-	4
BM	17	3	20
BM/AFD	1	-	1
FIDA/AFD	1	-	1
FIDA/OFID	2	-	2
KfW	32	3	35
OFID	1	-	1
Total	116	12	128

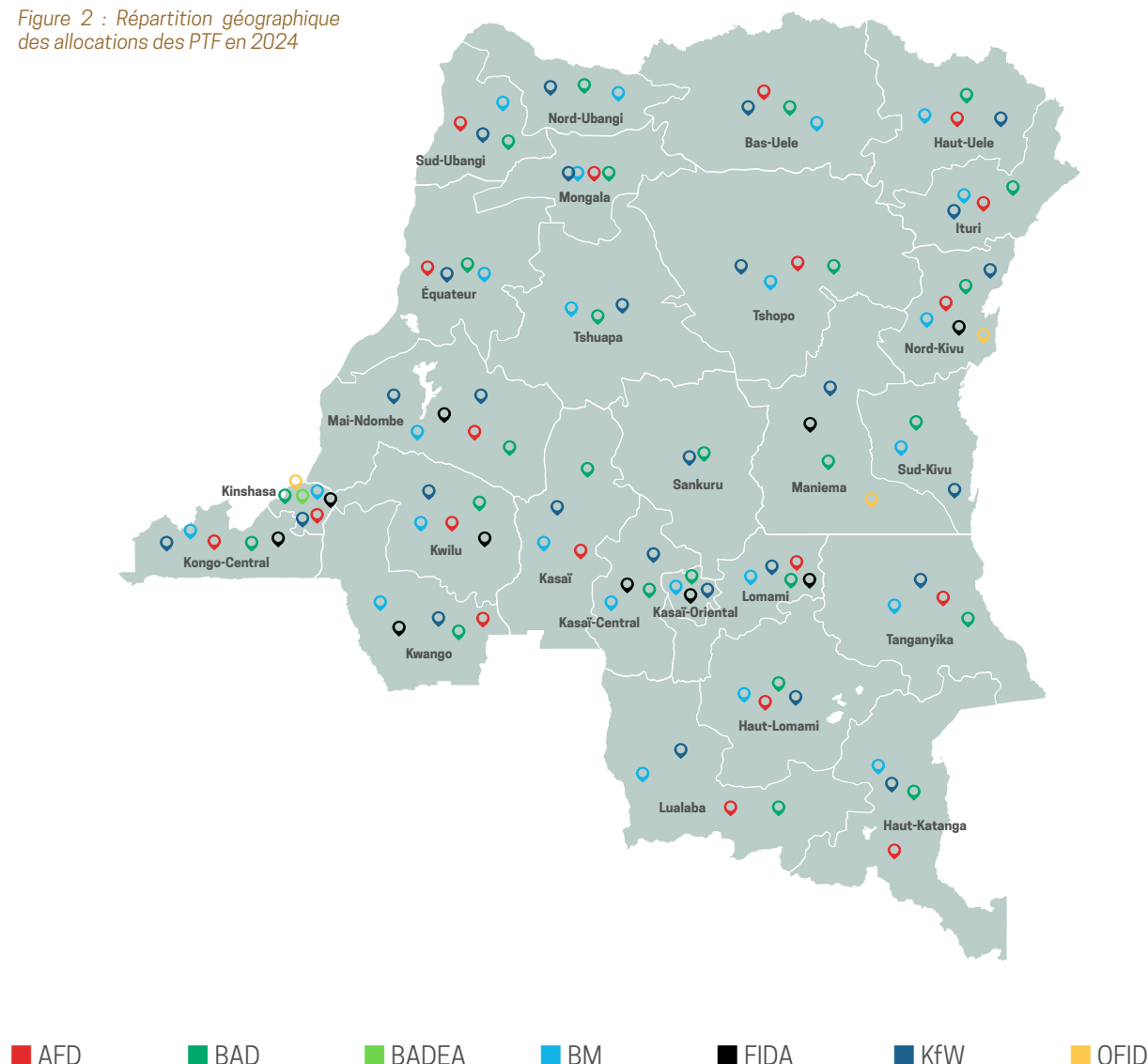
Un **projet national** désigne une initiative de développement mise en œuvre à l'échelle d'un État. Il est généralement piloté par le gouvernement central et financé, directement ou indirectement, par des ressources nationales ou par des partenariats internationaux. Son objectif est de répondre aux priorités stratégiques et aux enjeux de développement propres au pays, en mobilisant des ressources pour améliorer, par exemple, les infrastructures, la santé ou l'éducation sur l'ensemble du territoire national. Ce type de projet bénéficie d'une coordination et d'un suivi centralisé, permettant une harmonisation des politiques de développement au niveau national.

En revanche, **un projet régional** implique la coopération entre plusieurs États ou entités territoriales d'une même région. Ce type de projet est conçu pour répondre à des enjeux transfrontaliers ou pour promouvoir l'intégration économique, sociale et politique entre les pays partenaires.

Tableau 3 : Portait global du portefeuille (projets nationaux et régionaux) en 2024

	AFD	BAD	BADEA	BM	FIDA	KfW	OFID
Allocation totale (en millions USD)	494,26	1.578,59	78,95	7.190,25	116,98	555,79	70,00
Nombre de projets	40	26	4	21	3	35	3
Taille moyenne du financement (en millions USD)	12,36	60,72	19,74	342,39	38,99	15,88	23,33

L'allocation moyenne par projet varie entre 12,36 millions USD et 342,39 millions USD. Ci-dessous, la répartition géographique du Portefeuille en RDC par bailleur :

Figure 2 : Répartition géographique
des allocations des PTF en 2024

Décaissement

La gestion efficace des financements extérieurs repose en grande partie sur la capacité d'absorption et la vitesse de décaissement des fonds alloués aux projets de développement. En 2024, la RDC a poursuivi ses efforts pour optimiser l'exécution des projets sous financement extérieur et s'assurer de la qualité des livrables, en renforçant le suivi budgétaire et en améliorant la collaboration avec les PTF.

L'analyse des décaissements réalisés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2024 met en évidence des disparités entre les bailleurs, reflétant à la fois les dynamiques propres à chaque institution financière et les contraintes d'exécution des projets sur le terrain. Si certains bailleurs, comme la BAD, affichent des performances élevées en termes de taux de décaissement, d'autres, à l'instar de la BADEA, rencontrent encore des défis de mise en œuvre qui limitent l'absorption des fonds.

Le tableau suivant présente un état des lieux détaillé des flux financiers, en mettant en perspective les montants décaissés, les soldes non décaissés ainsi que les taux de décaissement observés au cours de l'année.

Tableau 4 : Décaissement au 31 décembre 2024 (projets nationaux et régionaux)

	AFD	BAD	BADEA	BM	FIDA	KfW	OFID
Solde non décaissé disponible au 1 ^{er} janvier 2024 (en millions USD)	355,14	939,54	68,46	4.967,45	82,87	493,86	40,44
Montant décaissé cumulé du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2024 (en millions USD)	61,39	361,00	0,00	979,51	16,41	61,45	5,98
Taux de décaissement cumulé pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2024	17,29%	38,42%	0,00%	19,72%	19,80%	12,44%	14,79%

Le décaissement des financements extérieurs désigne la mise à disposition effective des fonds alloués aux projets de développement, selon les modalités convenues avec les PTF. Il constitue un indicateur clé pour mesurer l'efficacité de l'exécution des projets et leur impact sur le développement socio-économique. Un taux de décaissement élevé traduit une bonne capacité d'absorption des financements, tandis qu'un taux faible peut révéler des difficultés administratives, techniques ou institutionnelles qui ralentissent l'exécution des projets.

Dans ce contexte, la CSPP joue un rôle fondamental en veillant à la cohérence stratégique, à la planification et au suivi de l'exécution des financements extérieurs. En tant qu'interface entre les ministères sectoriels et les bail-



leurs de fonds, la CSPP est chargée de garantir un suivi rigoureux du cycle des projets, en mettant l'accent sur la gestion efficace des décaissements pour maximiser l'impact des financements sur le terrain.

Dans le cadre de cet engagement, une réunion technique de revue du portefeuille de la BM s'était tenue le 15 février 2024 au Fleuve Congo Hôtel, réunissant les Coordonnateurs des UGP sous financement de cette institution. Cette session visait à sensibiliser les acteurs clés sur l'importance du taux de décaissement et les défis liés à son amélioration pour l'année fiscale 2024. La réunion avait permis d'identifier les contraintes entravant la mobilisation rapide des ressources et d'examiner les mécanismes à renforcer pour accélérer l'exécution des projets. À travers cette initiative, la CSPP a réaffirmé son engagement à optimiser la gestion des ressources extérieures, tout en veillant à ce que les financements alloués se traduisent en résultats concrets pour le développement du pays.

REPARTITION SECTORIELLE ET PRIORITES NATIONALES

Sur le plan sectoriel, les 128 projets actifs couvrent 13 secteurs stratégiques, où l'Education reçoit la plus forte allocation (14,14%), suivie par le secteur Social (12,74%) et l'Agriculture (11,42%). Cette répartition sectorielle traduit les priorités nationales en matière de développement, visant à renforcer l'infrastructure humaine, améliorer les services sociaux et développer des secteurs porteurs pour la transformation économique de la RDC.

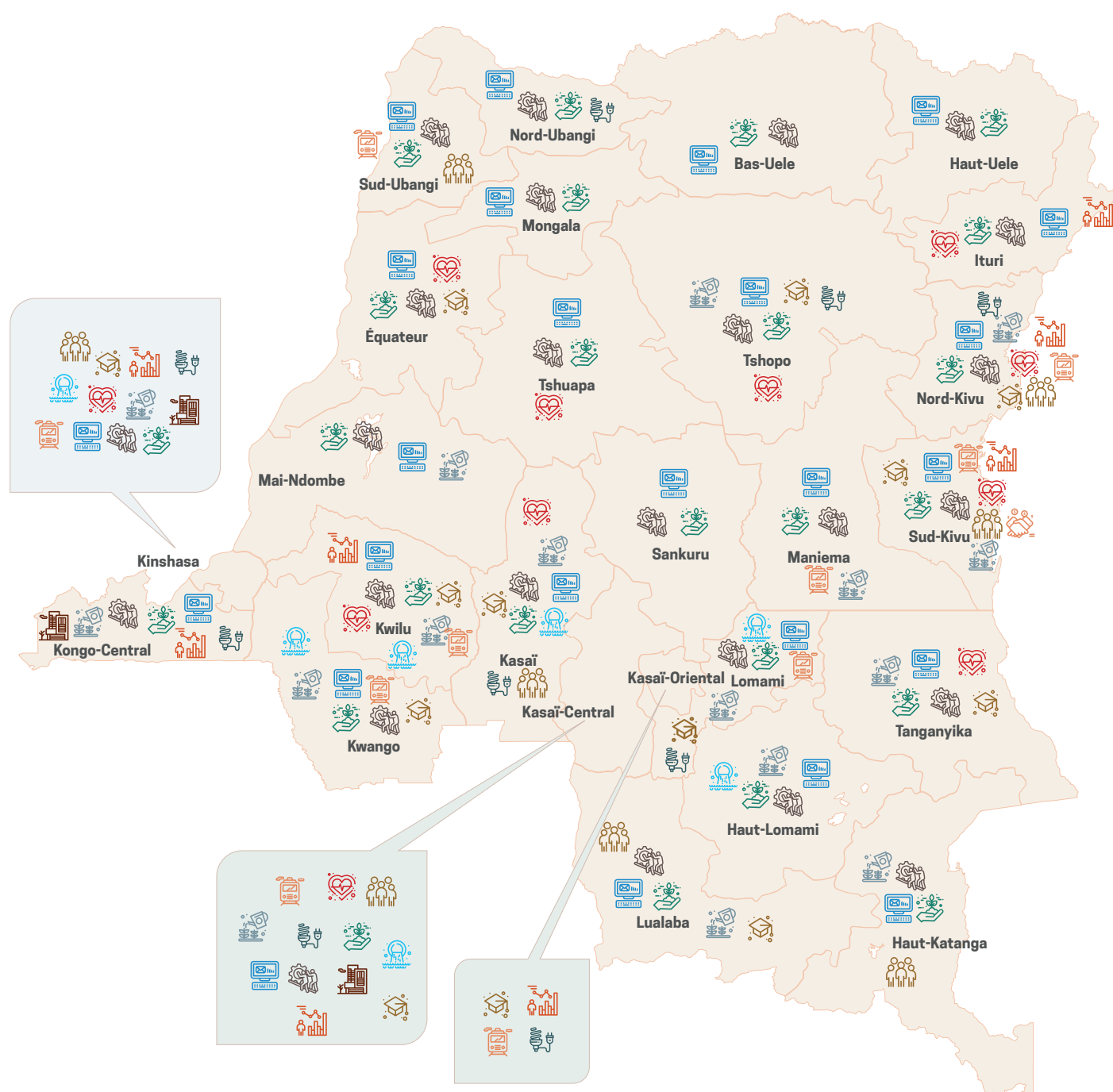
Tableau 5 : Nombre et volume des financements des projets actifs par secteur en 2024

Secteur	Nombre des projets actifs	Allocation (en millions USD)	Pourcentage
Agriculture	14	1.151,37	11,42%
Commerce	5	187,64	1,86%
Eau et assainissement	19	696,80	6,91%
Education	13	1.425,83	14,14%
Electricité	10	1.029,25	10,21%
Entrepreneuriat (PME)	2	312,47	3,10%
Environnement	16	536,18	5,32%
Gouvernance	11	376,52	3,73%
Numérique (TIC)	3	401,69	3,98%
Santé	11	1.022,14	10,14%
Social	11	1.284,77	12,74%
Transports	9	1.049,60	10,41%
Urbain	4	610,56	6,05%
Total projets nationaux et régionaux	128	10.084,82	100,00%

La répartition des financements accordés aux 13 secteurs stratégiques illustre l'approche multisectorielle visant à soutenir le développement socio-économique global du pays. Elle traduit d'une part, la complémentarité des projets de développement et d'autre part, leur alignement sur les objectifs du PAG 2024-2028.

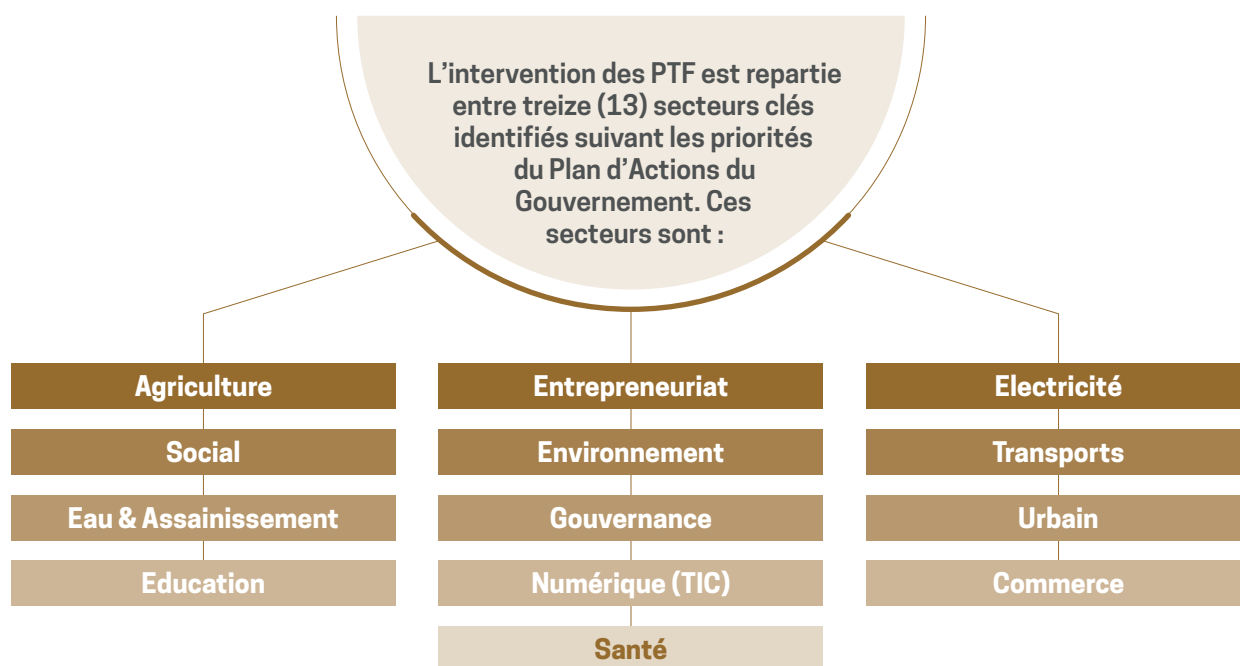
Ci-dessous la répartition géographique du Portefeuille en RDC par secteur

Figure 3 : Répartition géographique des secteurs financés par les PTF en 2024



- | | | |
|----------------------|-----------------|------------|
| Agriculture | Electricité | Santé |
| Commerce | Entrepreneuriat | Social |
| Eau & Assainissement | Environnement | Transports |
| Education | Gouvernance | |
| Urbain | Numérique | |

PRESENTATION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR ET IMPACT



AGRICULTURE

Revue annuelle du portefeuille FIDA

Tenue le 10 décembre 2024 sous la présidence de Monsieur le Directeur de Cabinet représentant SEM le Ministre des Finances, cette activité de portée stratégique visait à évaluer les progrès réalisés dans le cadre du Programme d'Option Stratégique pour les Pays (COSOP) et à mesurer la performance des projets financés par le FIDA (PADRIR, AVENIR et PASA-NK).

Cet exercice a passé en revue les recommandations de la dernière revue du portefeuille ainsi que le niveau de réalisation des actions prévues. Un accent particulier a été mis sur le respect des délais de mise en œuvre des projets ainsi que sur la nécessité d'assurer la pérennisation des acquis.

Initiative sur la création d'une Banque Agricole

Lors de son passage en RDC le 11 novembre 2024, Monsieur Bernard HIEN, Directeur Régional de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA a encouragé l'initiative de la RDC pour la mise en place d'une Banque spécialisée dans le crédit agricole.

Un des leviers majeurs pour y parvenir est la facilitation de l'accès au financement, à travers les instruments spécifiques et adaptés aux exploitants agricoles privés. Face à l'absence d'une véritable institution bancaire dédiée, plusieurs initiatives ponctuelles ont été tentées pour encourager le financement agricole via les partenaires au développement, sans résultats significatifs à long terme.

C'est à ce titre que la RDC et le FIDA réfléchissent sur la mise en place de cette institution, en vue de garantir la durabilité des investissements dans le secteur agricole.

Lancement officiel du Programme de Transformation de l'Agriculture (PTA)

Le lancement officiel du PTA a eu lieu le 10 octobre 2025, en présence de SEM le Ministre d'État, Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire, à l'Hôtel O'BWIRA. En plus du Programme National de l'Alimentation et de l'Agriculture, qui s'inscrit dans la vision de « la revanche du sol sur les sous-sols » et vise à une transformation rapide du secteur agricole, deux projets clés du PTA-RDC financés par l'allocation FAD-16 ont été présentés lors de la cérémonie : le Projet d'Appui à la Gouvernance et au Développement des Compétences (PAGDC), destiné à améliorer le climat des investissements, la qualité de la main-d'œuvre et l'entrepreneuriat dans plusieurs provinces, et le Projet d'Appui au Développement des Chaînes de Valeurs (PADCV), qui vise à réduire l'insécurité

alimentaire et la dépendance aux importations en adoptant une approche préventive. Le Projet de Construction des Infrastructures de Transport et Ouvrages Connexes (PCITOC-PTA), qui vise à renforcer l'accessibilité sur l'axe Mbuji-Mayi – Mwene-Ditu a, quant à lui été annoncé.

Projet Intégré de Croissance Agricole dans la région des Grands-Lacs (PICAGL) et Programme National de Développement Agricole (PNDA)

L'accord de financement du PICAGL avait été signé le 07 septembre 2016. Financé à hauteur de 152,7 millions USD (150 millions USD de crédit IDA et 2,7 millions USD de don japonais PHRD), mis en vigueur le 16 mars 2018 et intervenant dans les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika, il s'est clôturé le 31 décembre 2024, sans que certaines activités critiques ne s'achèvent (construction d'aménagements hydro-agricoles et de ponts). Le Gouvernement a demandé le transfert de ces dernières au PNDA financé par la BM, qui sera restructuré pour ce faire.



EAU & ASSAINISSEMENT

Programme d'Accès aux Services d'Eau et d'Assainissement

Le PASEA a été officiellement lancé le 8 mai 2024, après avoir satisfait à toutes les conditions préalables ayant conduit à sa mise en vigueur le 11 mars 2024. La cérémonie de lancement a été présidée de SEM Désiré Cashmir EBERAND KOLONGELE, Ministre du Numérique, représentant le Ministre des Ressources Hydrauliques et Électricité, empêché. Elle a été réhaussée de la présence de plusieurs invités de marque dont Monsieur SAROJ KUMAR Jha, Directeur global du secteur de l'Eau à la BM, ainsi que des Gouverneurs des quatre provinces concernées par la première phase du programme.

Le PASEA est un projet ambitieux qui vise à améliorer l'accès aux services essentiels d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans plusieurs provinces de la RDC.

Conçu selon une approche programmatique multi-phases, la première phase est financée par un crédit de 400 millions USD accordé par la BM au Gouvernement de la République. Elle cible les zones périurbaines et rurales des provinces du Kwilu, du Kasai, du Kasai-Central et du Kasai-Oriental, avec pour objectif d'accroître l'accès à l'eau potable pour 3 millions de personnes et à l'assainissement pour 2 millions de personnes.

Le programme PASEA est structuré autour de quatre composantes clés à savoir : (i) Amélioration de l'accès et des capacités de fourniture de services d'approvisionnement en eau potable ; (ii) Amélioration de l'accès et des capacités pour la fourniture de services d'assainissement ; (iii) Gestion du projet, apprentissage et mise à l'échelle ; (iv) Mécanisme d'intervention d'urgence conditionnelle.

Ces composantes visent à renforcer les infrastructures existantes, à développer de nouvelles installations et à améliorer la gestion des services d'eau et d'assainissement, contribuant ainsi à la santé publique et au bien-être des communautés ciblées.



Signature du Protocole d'Entente du Programme Sectoriel d'Eau (ProSecEau)

La cérémonie de signature, qui s'est tenue le 30 août 2024 au Fleuve Congo Hôtel, a officialisé l'engagement commun entre la KfW, le Ministère des Finances et la REGIDESO S.A. dans le cadre du ProSecEau. Ce programme, doté d'une enveloppe de 167 millions d'euros répartie sur plus de vingt ans et huit phases, vise à étendre et réhabiliter les réseaux d'approvisionnement en eau potable dans les centres secondaires de la REGIDESO – notamment à Mbuji-Mayi, Mwene-Ditu et Tshimbulu – tout en renforçant les capacités de gestion technique, commerciale et financière.

La phase IX, en cours de préparation, fait l'objet d'un protocole d'entente pour un financement de 50 millions USD issus de fonds UsAID, gérés par la KfW, et intègre une composante sur l'énergie durable (solaire) qui garantit un approvisionnement en eau potable avec une réduction quasi totale des émissions de CO₂ et une baisse significative des tarifs.



EDUCATION

Projet d'urgence pour l'Equité et le Renforcement du Système Educatif (PERSE)

Le PERSE, qui bénéficie d'un financement de 800 millions USD (crédit IDA de 444 millions USD et don IDA de 356 millions USD), contribue au financement de la gratuité de l'enseignement primaire en RDC (dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, de Lomami, du Kasai, du Kasai-Central, du Kasai-Oriental, du Kivu, de Kinshasa et du Kongo-Central). Sa clôture, prévue initialement au 31 décembre 2024, a été reportée au 30 juin 2026, à la demande du Gouvernement.

Éducation des filles, Formation Initiale et Continue des Enseignants, et Appui à la Continuité de l'Education en Situations d'Urgence (EFFICACE)

La RDC a signé, le 22 janvier 2024, un accord de financement avec l'AFD, pour la mise en œuvre du projet EFFICACE, visant à améliorer significativement l'éducation des filles, la formation initiale et continue des enseignants, ainsi que la continuité éducative dans les situations d'urgence, pour un total de 68,5 millions USD. Le projet ambitionne principalement la professionnalisation du corps enseignant grâce à la création de trois Instituts de Formation aux Métiers de l'Enseignement (IFME) situés dans les provinces du Kasai, du Tanganyika et de l'Équateur, la réforme des Humanités Pédagogiques, et la formation continue de plus de 13.000 enseignants et directeurs d'établissements scolaires.



ELECTRICITÉ

Projet d'Appui à la Gouvernance et à l'Amélioration du Secteur Electrique (PAGASE)

Ce projet, financé par la BAD, a pour objectif d'améliorer la gestion du secteur de l'électricité en contribuant à la mise en place effective du cadre institutionnel de la régulation et de l'électrification rurale dans la ville de Kinshasa ainsi que dans les provinces du Kasai et du Kongo-Central. La signature de trois contrats majeurs est intervenue au dernier trimestre de l'année 2024. Ces contrats permettront le démarrage des activités suivantes : (i) Réhabilitation du Groupe 6 de la Centrale d'Inga 1 (G16) au Kongo-Central pour un montant total de 26,5 millions USD ; (ii) Assainissement des réseaux électriques de distribution MT/BT de Kinshasa-Nord/DKN (Gombe, Lingwala, Kinshasa, Kasa-Vubu et Barumbu) pour un montant total de 40 millions USD ; et (iii) Extension de la Centrale hydroélectrique de Lungudi II (4MW), sur la Rivière Kasai à Tshikapa pour un montant total de 18,94 millions USD.

Projet d'Accès, Gouvernance et Réforme des secteurs de l'Électricité et de l'Eau (AGREE)

Le projet AGREE vise à étendre l'accès à l'électricité issue des énergies renouvelables et à l'eau potable dans certaines zones urbaines et périurbaines de la RDC. Il a également pour objectif d'améliorer la performance commerciale des sociétés publiques en charge de ces services et de renforcer les capacités des institutions provinciales et nationales concernées.

Mis en vigueur le 18 mai 2023, il bénéficie d'un financement de 600 millions USD de la BM et de 41 millions USD de l'AFD. Cependant, il a rencontré des difficultés de décaissement en raison d'un manque d'appropriation de certaines composantes par les parties prenantes. Ces contraintes ont persisté jusqu'à sa restructuration, inter-

venue le 3 décembre 2024. Celle-ci a permis de supprimer les conditions basées sur la performance (CBP) afin de faciliter la mise en œuvre de certaines activités. Elle a également renforcé l'appui à l'Agence de Développement du Programme Grand Inga (ADPI) et soutenu la préparation du projet Ruzizi 3. Cette réforme vise à accélérer l'exécution du projet et à en maximiser l'impact.

Projet d'Electrification Urbaine de la Ville de Kisangani

La mission conduite par l'AFD en novembre 2024, a permis de confirmer l'importance stratégique du projet d'électrification urbaine de Kisangani pour la province de la Tshopo. Durant cette mission, une approche innovante fondée sur un partenariat public-privé (PPP) a été privilégiée, avec la réhabilitation programmée de la centrale hydroélectrique existante de Tshopo 1 (20 MW), la rénovation et l'extension du réseau de distribution, ainsi que la construction d'une centrale photovoltaïque de 5 MW. Estimée à 185 millions USD, cette première phase vise à couvrir les besoins énergétiques de la ville jusqu'en 2030. Une deuxième phase, impliquant la construction de la centrale Tshopo 2 (20 MW supplémentaires) et une nouvelle extension du réseau, permettra de répondre aux demandes jusqu'en 2040, avec un investissement total envisagé à hauteur de 416 millions USD. Ce projet pilote bénéficie déjà de l'intérêt de l'AFD et de l'Union Européen (UE), ainsi que d'autres partenaires potentiels.



ENTREPRENEURIAT

Projet de transformation économique des entreprises féminines et modernisation des PME pour l'emploi et la croissance (TRANSFORME)

Le projet TRANSFORME vise à améliorer la croissance et la création d'emplois des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) nouvelles et existantes en particulier détenues par des femmes, dans des zones géographiques ciblées. Il est financé par la BM à hauteur de 300 millions USD.

L'UGP a lancé le 19 novembre 2024 à Kinshasa la campagne de sensibilisation, d'identification et d'enregistrement des « nouvelles entreprises » en vue du Concours des Plans d'Affaires (COPA), destiné à offrir un accompagnement technique et financier aux PME congolaises.

Ouvertes aux structures formelles de 3 à 36 mois (RCCM) et aux informelles engagées dans leur formalisation, ces candidatures – dotées d'un produit viable, d'une clientèle prête à payer et d'un réseau de distribution – seront d'abord formées via le programme FOPE.

Parmi les secteurs prioritaires (industrie légère, agro-transformation, services à valeur ajoutée et entrepreneuriat vert), seules 1.200 entreprises seront retenues pour concourir au COPA.

La campagne couvre 13 villes de l'Ouest, du Centre et de l'Est, plus le corridor du Kongo-Central, avec huit centres d'enregistrement (Kinshasa, Matadi, Mbuji-Mayi, Kananga, Bunia, Bukavu et Goma).



ENVIRONNEMENT

Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes (PIFORES)

Le PIFORES, financé à hauteur de 300 millions USD pour une durée de sept ans, a été officiellement lancé le 14 octobre 2024 au cours d'une cérémonie présidée par SEM Eve BAZAIBA MASUDI, Ministre d'Etat, Ministre de

l'Environnement et Développement Durable, en présence de Madame Victoria KWAKWA, Vice-Présidente de la BM pour la région Afrique de l'Est et Australe, ainsi que de Madame Anna BJERDE, Directrice Générale des Opérations à la BM.

Le PIFORES sera exécuté dans la ville-province de Kinshasa, ainsi que dans les provinces du Kongo-Central, du Kwilu, du Kasai, du Kasai-Oriental, du Kasai-Central et de Lomami, où il vise à améliorer la gestion des paysages forestiers et à renforcer les moyens de subsistance des communautés.

Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers (PGAPF)

Les financements additionnels du PGAPF en provenance de l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale (PIREDD Maï-Ndombe) et du Fonds pour l'Environnement Mondial (FA-FEM), ont été clôturés le 31 mai 2024. S'élevant respectivement à 64,1 millions USD et 6,2 millions USD, ces dons ont permis à la RDC de tester des approches novatrices pour améliorer les moyens de subsistance des communautés, renforcer la gestion durable des forêts et des paysages, et réduire les émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans la province du Maï-Ndombe. L'expérience et les leçons tirées seront mises à l'échelle jusqu'au 31 décembre 2030, à travers le PIFORES.



GOVERNANCE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier et d'Inclusion financière (PADSFI)

Le PADSFI vise à contribuer à la transformation structurelle de l'économie congolaise à travers la mutation de son système financier qui passe par le développement d'un véritable marché financier, la stabilisation du secteur financier et l'inclusion financières des personnes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes, les MPME et les personnes en milieu rural. Il a été officiellement lancé lors d'un atelier organisé du 25 au 28 novembre 2024, à Kinshasa. Cet événement fait suite à la signature de l'accord de don FAD

n°2100155042170 du 20 janvier 2023 entre le Gouvernement de la RDC et la BAD d'un montant total de 15 millions USD (dont 10%, soit 1,5 millions USD de contribution gouvernementale).

Lors de la session tenue le 26 novembre à l'Hôtel Pullman, les experts de la BAD ont présenté les modalités d'arrangements institutionnels, de décaissement, de gestion financière, ainsi que les procédures de passation des marchés du projet.



NUMÉRIQUE

Le Projet d'Appui à la Transformation Numérique en RDC (PATN) vise à améliorer la couverture internet haut débit pour 30 millions de personnes supplémentaires, dont 15 millions de femmes, et à garantir un accès numérique de qualité et abordable. Il accompagne également l'adoption de services numériques essentiels.

En 2024, des avancées majeures ont marqué le projet. Le 23 mai 2024, la RDC a finalisé les négociations avec la BM pour l'Accord de crédit n° IDA 7602-ZR, inscrit dans une Approche Programmatique Multiphase (APM) impliquant plus de dix pays de la zone COMESA, des partenaires de développement et des Institutions Financières Multilatérales (IFM). Ce projet constitue la première phase d'un programme visant l'accès universel au numérique en Afrique.

Le 29 août 2024, les négociations avec l'AFD ont abouti à la Convention de crédit n° CCS1198 01 H, exclusivement dédiée à la RDC.

Le 25 novembre 2024, l'accord de financement a été signé entre le Ministre des Finances et la BM, marquant ainsi une étape clé pour la mise en œuvre du projet.

Les accords conclus en 2024 posent les bases de la mise en œuvre du projet et de son impact sur la transformation numérique du pays.



SANTÉ

Projet régional de renforcement des systèmes de surveillance des maladies en Afrique centrale (REDISSE IV)

Le projet REDISSE IV, soutenu par la BM avec un financement de 150 millions USD, a permis la construction, la réhabilitation et l'équipement de plusieurs laboratoires de santé publique, réceptionnés en 2024, dans les provinces du Kwilu, de la Tshopo et du Kasai-Central. De plus, il a financé la rénovation et l'équipement de l'entrepôt du Centre hospitalier universitaire Renaissance (anciennement Mama Yemo) à Kinshasa.



Programme Multisectoriel de Nutrition et de Santé (PMNS)

En plus de la construction/réhabilitation d'établissements de soins de santé, le PMNS (542 millions USD/BM) contribue également à la gratuité des services de maternité dans les provinces couvertes par le projet (Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Kwilu, Sud-Kivu et Tanganyika). Jusqu'en 2024, plus de 1.946.280 d'accouchements gratuits assistés par les prestataires y ont déjà recensés.





Projet de Développement du Système de Santé (PDSS) et Projet d'Urgence en Appui à la Riposte et Préparation de la Covid-19 en RDC (PUARP/Covid-19)

Après neuf ans d'exécution, le PDSS (660 millions USD/BM) a pris fin le 30 juin 2024. Parmi ses réalisations majeures figure l'acquisition d'un lot de matériels et équipements destinés à renforcer 2.190 structures de santé (hôpitaux et centres de santé), comprenant plus de 13.000 lits d'hospitalisation, plus de 2.000 lits d'accouchement, plus de 2.000 tables d'opération, plus de 600 échographes, des microscopes, des aspirateurs et plusieurs autres équipements de base pour permettre aux formations sanitaires d'assurer la qualité des soins de santé et le bien-être des patients.

Le PUARP/Covid-19 (247,2 millions USD/BM) est un autre projet du secteur de la santé qui a pris fin le 30 juin 2024. Il a permis à la RDC de renforcer sa capacité à se préparer et à répondre à la pandémie de Covid-19.



PROTECTION SOCIALE

Projet Pour Elles : Sport et Culture

Le 29 janvier 2024, la RDC a signé un protocole d'accord avec l'AFD de 10 millions d'euros, qui vise à améliorer la qualité de vie et le bien-être physique et mental de plus de 3.000 jeunes filles à Kinshasa, grâce à l'accès facilité aux pratiques sportives et culturelles. Deux composantes structurent cette initiative ambitieuse : la réhabilitation d'infrastructures sportives et culturelles adaptées aux filles, dans les communes de Bandalungwa, Lingwala, Kimbanseke et N'Sele, ainsi que des espaces spécifiques à la Fondation Liyolo et à l'Académie des Beaux-Arts, et le renforcement des capacités de plus de 200 acteurs locaux, avec un accent particulier sur la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et les stéréotypes socio-culturels.

Projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est de la RDC (STAR-Est)

Le STAR-Est a été officiellement lancé le mardi 6 août 2024 à Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu, par SEM le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et Sécurité, Jacquemain SHABANI. Ce lancement s'est tenu dans le cadre d'un atelier du comité de pilotage, marquant ainsi le démarrage officiel des activités du projet.



Projet pour Stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix (STEP 2)

Sous la supervision de la CSPP, le Projet STEP 2 a conduit, le 13 novembre 2024 à Bukavu, l'inauguration de 5 km de routes secondaires pavées et le lancement simultané de 5 km supplémentaires de travaux de voirie. Les premiers ouvrages, achevés après cinq mois d'interventions, ont été réalisés sur trois axes majeurs des quartiers Ndendere et Nyalukemba (avenues Kasai-Athénée, Ouvriers-Uvira, Mater Dei, Kindu et Montagne), pour un montant total de 2,22 millions USD. La seconde phase prévoit le pavage de cinq nouvelles artères prioritaires dans les communes d'Ibanda, Kadutu et Bagira, suivant un phasage en travaux préparatoires, pose de pavés et réalisation des ouvrages d'assainissement, en adéquation avec les études techniques et environnementales.

Dans son mot de circonstance, Madame le Coordinateur de la CSPP a souligné l'innovation du « THIMO de développement » financé par la BM, qui mobilise davantage de bénéficiaires et étend les interventions aux ouvrages d'infrastructure (murs de soutènement, dalots, caniveaux). Elle a remercié les autorités nationales et provinciales — notamment le Président de la République et le Gouverneur du Sud-Kivu — ainsi que tous les partenaires (Mairie, bourgmestres, OVD, Agence Congolaise de l'Environnement (ACE), communautés locales et équipe STEP) pour leur accompagnement. Enfin, elle a rappelé les défis rencontrés (relief accidenté, logistique des matériaux, risques de vol et questions de paiement) et réaffirmé l'engagement de la CSPP à garantir la qualité et la coordination de l'ensemble des activités du projet.



TRANSPORTS

Projet d'Appui à la Connectivité et au Transport (PACT)

Le PACT est un projet financé par un crédit d'un montant de 500 millions USD obtenu de la BM, afin de fournir une connectivité résiliente, sûre et durable entre l'Ouest et l'Est de la RDC en reliant la ville de Mbuji-Mayi (Kasai-Oriental) à celle de Bukavu (Sud-Kivu). Il s'inscrit dans le cadre de la vision stratégique du Gouvernement de doter le pays de routes nationales conformes aux standards des corridors de développement, et qui intègre des conceptions routières innovantes et résilientes face au changement climatique.

Ce projet vise d'une part à construire des infrastructures routières, y compris la mise en place d'infrastructures d'accueil de câbles à fibre optique, ainsi que les assistances techniques pour améliorer la gouvernance des secteurs des transports (routier et aérien) et des télécommunications ; et d'autre part, contribuer au développement socio-économique en RDC à travers l'optimisation des chaînes de valeurs existantes (agricole, minière et énergétique).

Bien que le projet ait été lancé en novembre 2023 lors d'un atelier national de lancement, le coup d'envoi des travaux a été donné le 28 décembre 2024 par SEM Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République et Chef de l'Etat, en présence des autorités des provinces de Lomami et du Kasai-Oriental, des Ministres nationaux des Finances et des Infrastructures ainsi que d'une délégation de la BM.

La première phase consiste en l'aménagement et au bitumage des itinéraires Mbuji-Mayi – Kabinda – Mbanga (280 km) et Butembo – Kanyabayonga (160 km). La deuxième phase portera sur la section Bukavu – Kasongo (444 km). La RN2 sera bitumée pour la première fois grâce au PACT, tronçon considéré comme un catalyseur de développement socio-économique pour le pays.



Corridor Sud-Ubangui

Dans le cadre du programme Global Gateway, l'UE a sélectionné 11 corridors stratégiques régionaux issus de l'étude des besoins du plan directeur consensuel des transports pour l'Afrique centrale (PDCT-AC) dont les infrastructures de transport figurent parmi les priorités. Parmi les 11 corridors stratégiques figurent ceux de Bangui – Kisangani – Kampala.

Le gouvernement de la province du Sud-Ubangi, l'AFD et la délégation de l'UE en RDC (DUE), ont retenu en priorité, dans le cadre du volet infrastructures du Global Gateway, le tronçon Zongo – Boyabo – Gemena - Akula du corridor Nord-Ouest de la RDC.

Les fonds nécessaires ont été mobilisés pour la réalisation des études de faisabilité, technique et de sauvegardes environnementale et sociale du projet. Ces études couvriront le tronçon Boyabo -Zongo (RN23) et Akula – Gemena – Libenge (RN6) ainsi que la faisabilité d'un pont entre Zongo et Bangui en République Centrafricaine (RCA).

Projet Prioritaire de Sécurité Aérienne – Phase 2 (PPSA II)

Ce projet, financé par la BAD, a pour objectif d'améliorer et renforcer les infrastructures aéroportuaires et le niveau de conformité de la RDC aux exigences de l'Organisation Aérienne Civile Internationale (OACI) en matière de sécurité et de navigation aérienne, en rendant le transport aérien sûr, sécuritaire, fiable et abordable. Il permettra ainsi de contribuer au désenclavement intérieur et extérieur de la RDC. Il concerne les infrastructures aéroportuaires de des villes de Kisangani (Tshopo), Kindu (Maniema) et Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Le PPSA a permis l'inauguration de l'aéroport international de Kisangani par SEM le Président de la République, Chef de l'Etat, en novembre 2024.



Projet d'aménagement des accès routiers au Pont Route-Rail sur le fleuve Congo

Avec un financement de la BAD d'un montant de 52,8 millions USD, l'objectif poursuivi par ce projet est d'assurer la continuité du système de transport sur le corridor Tripoli – Windhoek et de contribuer à la promotion de l'intégration régionale en Afrique centrale. Le projet vise, de façon spécifique, à créer une liaison routière permanente entre la RDC et la République du Congo. Le contrat de construction et bitumage de la voie de raccordement au Pont Route-Rail, y compris les réservations pour la fibre optique et aménagement d'un carrefour à quatre branches au niveau du village de Maluku, a été signé en décembre 2024.

Projet de réhabilitation de la RN 1 Kinshasa – Kikwit, Section Kinshasa/Ndjili – Batshamba (622 km)

Ce projet financé par la BAD, vise à contribuer au désenclavement du pays et à la réduction de la pauvreté de la population. Son objectif est l'amélioration et la sécurisation du niveau de service de la chaîne logistique de transport sur l'axe routier Kinshasa/Ndjili - Batshamba, notamment par la réhabilitation de la RN1 entre Kinshasa/Ndjili - Batshamba et le renforcement de la gouvernance du secteur des transports routiers. Reparties en 4 différents lots, les travaux routiers ont été achevés en 2024.



Projet d'aménagement et de bitumage de la RN2, tronçon Bukavu – Goma, Phase 1 (Section Bukavu – Nyamukubi)

La BAD intervient également dans l'Est du pays à travers ce projet dont l'objectif sectoriel est de contribuer au désenclavement des Provinces du Nord et Sud-Kivu et à la réduction de la pauvreté de la population. Spécifiquement, le projet vise à améliorer le niveau de service de la chaîne logistique de transport sur l'axe routier Bukavu – Goma ainsi que les conditions de vie des populations de la zone d'influence du projet. Le démarrage des travaux de bitumage de certaines voiries structurantes de la ville de Bukavu et bretelles de la RN2 sur un linéaire total de 32 km ont démarré en février 2024.

Projet de Construction du Corridor Economique Transnational RDC – Angola / Phase 1 : Financement BAD

Ce projet vise à contribuer à l'amélioration du système de transport routier inter-Etats et à la promotion des échanges intra-régionaux en Afrique centrale et australe. Il s'agira d'améliorer le niveau de service de la chaîne logistique de transport routier sur la route Mbuji-Mayi – Kananga – Kalambambuji (RDC) – Chikolondo – Dundo (Angola), ainsi que des conditions de vie des populations de la zone. A cet effet, trois contrats de travaux repartis en trois lots ont été signés en octobre 2024 avec des entreprises pour la construction et le bitumage de la route nationale 1 Tronçon Kananga – Kabeya – Kamwanga (137,5 km).



URBAIN

Projet Ville durable – Boma

Le projet « Ville durable – Boma » vise à renforcer la résilience de la ville de Boma et à améliorer les conditions de vie de ses habitants, avec une attention particulière aux femmes et aux jeunes. Il se décline autour de trois axes principaux : l'adaptation de Boma aux changements climatiques, le renforcement de son attractivité économique, et l'amélioration de la gouvernance urbaine ainsi que de la participation citoyenne. Le montant total du projet est de 58 millions d'euros dont 40 millions d'euros de prêt souverain, 10 millions d'euros de subvention AFD et 8 millions d'euros en délégation de fonds de l'UE. La cérémonie de signature de la composante subvention s'est tenue le jeudi 28 novembre 2024. La RDC, représentée par SEM le Ministre des Finances, et l'AFD ont procédé à la signature de la convention de financement relative à la subvention.

Projet Kin Elenda

Parallèlement à la poursuite des grands chantiers entamés en 2023 dont le plus emblématique est le module 3 de l'usine de traitement d'eau en construction au niveau d'Ozone pour une capacité installée de 110.000 m³, l'année 2024 a marqué un tournant décisif pour la ville de Kinshasa avec le lancement de plusieurs chantiers financés par le projet Kin Elenda dans la partie Est de la ville. Dans le cadre de l'aménagement des espaces publics et des infrastructures de proximité, les travaux de construction et de modernisation du bâtiment administratif de la Maison Communale de Ndjili, ainsi que l'aménagement de deux stades et de plusieurs aires de jeux à la place Sainte-Thérèse, ont été lancés, répondant aux attentes de la population. En parallèle, les travaux de réhabilitation et de modernisation des avenues Luemba et Maître Croquet sur 4 km ont démarré, contribuant à l'amélioration globale du cadre de vie des habitants de la Commune de Ndjili.

Ces infrastructures s'inscrivent dans l'objectif de dynamiser le développement urbain et de promouvoir l'amélioration des conditions de vie dans la capitale et visent à renforcer l'attractivité de Kinshasa en créant des espaces publics modernes et fonctionnels pour les citoyens.

Dans la même dynamique, le Gouvernement, représenté par SEM le Ministre d'État, Ministre des ITP, a lancé officiellement les travaux de lutte contre l'érosion et les inondations dans la Commune de Kinsenso. Cette initiative pilote s'inscrit dans le cadre de la réalisation des travaux pilotes de stabilisation et d'investissements destinés à lutter contre les érosions et les inondations dans les communes de Kinsenso et Matete.

Exécutés sous la supervision de la Cellule Infrastructures du Ministère des ITP, ces travaux comprennent la construction en béton armé des avenues Mulele, Mazout et Nsau sur un linéaire de 5,8 km. Il sera également question de construire des collecteurs d'eaux pluviales, un réservoir souterrain de 7.000 m³ et un château d'eau de 750 m³, destinés à améliorer l'approvisionnement en eau potable grâce à un système de desserte gravitaire. Ces aménagements permettront de prévenir les inondations et d'assurer un approvisionnement en eau plus fiable pour les habitants des quartiers concernés.

Projet d'Urgence de Résilience Urbaine de Kananga (PURUK)

Le projet PURUK a été mis en place avec l'appui de la BM pour protéger les habitations et les infrastructures essentielles menacées par l'érosion à Kananga, et renforcer la capacité du Gouvernement ainsi que des organisations locales en matière de gestion de l'érosion et de planification urbaine résiliente face au changement climatique.

Face à l'urgence de mener des travaux de lutte antiérosive, le projet PURUK a signé en juin 2023 un protocole d'accord avec l'OVD pour la réalisation de travaux urgents de lutte contre l'érosion. Ces travaux, lancés en septembre 2023 et poursuivis jusqu'en juin 2024, ont permis la réalisation de 1.778 mètres d'ouvrages hydrauliques de drainage sur trois sites prioritaires (PK 706, SNCC et MONUSCO). Parallèlement, 1.874 m³ de gabions ont été installés pour renforcer les ravins au niveau de ces sites.



Projet d'Accès et d'Amélioration des Services électriques (PAASE/EASE)

En dépit d'un potentiel énergétique considérable, la RDC continue de faire face à des défis majeurs dans le secteur de l'électricité. Selon les dernières statistiques, moins de 20% de la population congolaise a accès à l'électricité, avec une disparité marquée entre les zones urbaines (35%) et les zones rurales (moins de 2%).

En vue de contribuer aux efforts visant à relever ces défis, le Gouvernement a mis en œuvre avec l'appui de la BM, le projet PAASE/EASE dans l'objectif d'élargir l'accès à l'électricité et d'améliorer la qualité du service dans plusieurs zones de Kinshasa et Gbadolite (Nord-Ubangi). Si les travaux à effectuer sur le réseau de Gbadolite et environs n'ont pas démarré comme prévu en raison des différentes contraintes d'ordre logistique, l'année 2024 a été essentiellement consacrée à l'acquisition de matériels et équipements qui seront acheminés dans cette zone pour les travaux. Etant donné que ce projet a été clôturé le 30 juin 2024, le marché de ces travaux a été transféré au projet AGREE.

A Kinshasa en revanche, le projet a contribué à l'extension du réseau électrique à travers l'implantation de cabines, l'installation de lignes à moyenne et basse tension (MT et BT), ainsi que la mise en place d'équipements nécessaires au raccordement des ménages et l'éclairage public.

Les travaux d'extension du réseau électrique ont particulièrement ciblé les zones de Kimbanseke, Mpasa et Malweka.

Pendant son exécution, le projet a enfin permis de toucher un nombre important de bénéficiaires. Selon les données géoréférencées fournies dans le rapport du projet, 125.350 ménages ont bénéficié de nouveaux branchements, tandis que 271.445 ménages ont vu leurs services électriques améliorés dans les zones ciblées par le projet.

CADRE DES RESULTATS INTERBAILLEURS

Tableau 6 : Indicateurs et résultats sectoriels en 2024

N°	INDICATEURS PAR SECTEUR D'INTERVEN- TION	Unité de Me- sure	Valeurs de référence 2023	Année 2024		Taux de ré- alisation%
				Prévus	Réalisé	
Secteur Transports						
1	Km des routes d'intérêt national construites/réhabilitées	Nbre	490	490	111	22,65
2	Km des routes rurales (agricoles) construites/réhabilitées	Nbre	611,1	53,409	53,4	99,98
3	Nbre de Pont/Ouvrages de franchisse- ment construits/réhabilités	Nbre	106	22	21	95,45
4	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	4.303	2.745	2.343	85,36
Secteur Electricité						
1	Lignes MTconstruites en Km/Linaires	Nbre	575	236,019	213,98	90,66
2	Lignes BT construites en Km/Linaires	Nbre		2.457,14	2.435,69	99,13
3	Nombre de Postes MT/BT construits/réha- bilités/Sous Stations	Nbre	41	10	9	90,00
4	Ménages bénéficiant des nouveaux bran- chements réalisés	Nbre	223.156	41.194	128.350	311,57
5	Ménages bénéficiant des services élec- triques améliorés	Nbre	136.000	203.000	271.445	133,72
6	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	266	324	385	118,83
Secteur Agricole						
1	Ménages (personnes) bénéficiant d'une intervention/services (semences amélio- rées des cultures vivrières et maraichères et autres) des projets agricoles	Nbre	188.287	173.484	118.220	68,14
2	Agri-multiplicateurs(producteurs) béné- ficiant d'une intervention/services des projets agricoles (adoption des pratiques agro écologiques et agroforestières)	Nbre	7.151	7.084	88	1,24
3	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	4.275	19.420	21.819	112,35
Secteur Eau & Assainissement						
1	Systèmes d'AEP construites/ réhabilitées	Nbre	44	44	32	72,73
2	Proportion des ménages ruraux ayant ac- cès durable à une source d'eau de boisson améliorée	%	30	30	15	50,00
3	Usines de traitement d'eau construites/ réhabilitées	Nbre	3	2	1	50,00
4	Ménages bénéficiant des nouveaux bran- chements réalisés	Nbre	45.522	15.234	8.756	57,48
5	Ménages/personnes bénéficiant de ser- vices d'eau améliorés	Nbre	604.522	574.234	567.756	98,87

N°	INDICATEURS PAR SECTEUR D'INTERVENTION	Unité de Mesure	Valeurs de référence 2023	Année 2024		Taux de réalisation%
				Prévus	Réalisé	
6	Latrines publiques construites/réhabilitées	Nbre	88	88	46	52,27
7	Capacité de production d'eau potable financée	m³/jour	17.800	17.800	17.800	100,00
8	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	5.863	3.500	1.500	42,86
Secteur Protection Sociale						
1	Femmes vulnérables réinsérées dans la société à travers le renforcement de leurs capacités et l'octroi de micro-crédits	Nbre	389.060	494.843	487.019	98,42
2	Jeunes vulnérables (18-35 ans) réinsérées dans la société à travers le renforcement de leurs capacités et l'octroi de micro-crédits	Nbre	285.415	333.420	386.188	115,83
3	Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale (moyens de subsistance), par sexe et par groupe de vulnérable (enfants, chômeurs, personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et nouveau-nés, victimes d'un accident du travail, pauvres et personnes vulnérables)	%	100	100	78	78,00
4	Bénéficiaires des programmes de protection sociale (IRE) (bénéficiaires de THIMO, TMI et bénéficiaires d'actifs productifs)	Nbre	683.575	800.000	927.701	115,96
5	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	198.016	353.490	270.304	76,47
6	Bénéficiaires indirects du Projet IRE	Nbre	6.442.247	7.000.000	12.137.892	173,40
Secteur Gouvernance						
1	Proportion des projets à financement extérieur ayant en leur sein un Code Ethique pour le personnel	%	100	100	30	30,00
2	Agents de carrière des services publics de l'Etat (enseignants) ayant bénéficié d'une identification biométrique	Nbre	ND	36.689	36.689	100,00
3	Agents de carrière des services publics de l'Etat (fonctionnaires) ayant bénéficié d'une formation/action publique	Nbre	ND	64.400	39.400	61,18
4	Projets de textes légaux et réglementaires élaborés et techniquement validés	Nbre	ND	0	0	0,00
5	Institutions publiques bénéficiant d'une action de renforcement de capacités (niveau ministériel/infra ministériel)	Nbre	ND	5	5	100,00
6	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	ND	ND	ND	ND

N°	INDICATEURS PAR SECTEUR D'INTERVEN- TION	Unité de Me- sure	Valeurs de référence 2023	Année 2024		Taux de ré- alisation%
				Prévus	Réalisé	
Secteur Privé/Commerce/Entrepreneuriat						
1	Jeunes entrepreneurs bénéficiant d'une formation, d'un coaching et d'accompa- gnement technique et de subventions en espèce	Nbre	2.760	2.300	2190	95,22
2	Femmes micro-entrepreneurs bénéfi- ciaires d'une formation, d'un coaching, d'accompagnement technique et de subventions en nature etou en espèce.	Nbre	4.500	7.720	7.142	92,51
3	PME bénéficiaires d'une formation, d'un coaching, d'accompagnement technique et de subventions de contrepartie.	Nbre	436	530	460	86,79
4	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	9.300	13.974	15.488	110,83
Secteur Environnement						
1	Nombre d'hectares reboisés ou avec une augmentation de la couverture d'arbres	Nbre	7.951	1.500	100	6,67
2	Distribution aux menages de foyers améliorés dont 1000 par région pour lutter contre la déforestation et agroforesterie	Nbre	4.821	1	0	0,00
3	Plan d'aménagement produits dans le cadre des projets	Nbre	647	1	0	0,00
4	Superficies bénéficiant de programmes de gestion durable des ressources et/ou du foncier	Ha	ND	3.395	3.395	100,00
5	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	159	56	56	100,00
Secteur Education						
1	Enfants de 5-12 ans scolarisés au pimaire au cours de l'année scolaire 2023-2024 grace aux appuis des projets	Nbre	ND	7.500	6.020	80,27
2	Infrastructures scolaires (écoles/centres de formation) construites/réhabilitées et équipées	Nbre	ND	341	320	93,84
3	Effectifs d'enseignants/Directeurs et personnels enseignants bénéficient d'un appui des projets financés par les bailleurs	Nbre	ND	77.935	77.935	100,00
4	Enseignants Nouvelles Unités intégrées dans le système de paie (2021/2023) (LD)	Nbre	21.000	36.689	36.689	100,00
5	Enseignants nouvellement recrutés suivant le nouveau programme de recrute- ment sur mérite	Nbre	ND	240	240	100,00
6	Direceurs de l'écoles primaires nouvelle- ment recrutés suivant le nouveau pro- gramme de recrutement sur mérite	Nbre	ND	60	60	100,00

N°	INDICATEURS PAR SECTEUR D'INTERVENTION	Unité de Mesure	Valeurs de référence 2023	Année 2024		Taux de réalisation%
				Prévus	Réalisé	
7	Enseignants/Directeurs ayant bénéficié de la formation intégrée portant sur (i) le Mécanisme de Gestion des Plaintes en milieu scolaire et (ii) la gestion des frais de fonctionnement alloués aux écoles	Nbre	ND	40.200	38.886	96,73
8	Enseignants/Directeurs (Points focaux) formés dans les écoles sur les Violences Basées sur le Genre, Exploitation, Abus Sexuel/Harcèlement Sexuel (VGB/EAS/HS	Nbre	ND	26.730	20.100	75,20
9	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	1.250	4.050	2.800	69,14
Secteur Santé						
1	Infrastructures sanitaires/soins (postes de santé/centres de santé/hôpitaux, unités de triage et Hub) construites/réhabilitées	Nbre	240	198	165	83,33
2	Infrastructures sanitaires/soins (postes de santé/centres de santé/hôpitaux) équipées	Nbre	1.021	2.693	2.465	91,53
3	Bénéficiaires des médicaments, intrants nutritionnels, équipements médicaux et commodités de planification familiale (Nombre de personnes dont l'accès aux soins a été amélioré + femmes ayant utilisé la méthode contraceptives modernes)	Nbre	50.500.252	4.365.117	4.804.675	110,07
4	Personnes ayant bénéficié d'une assistance d'urgence en réponse à la crise de la COVID-19 & MPOX (Nbre de malades Mpox ayant bénéficié d'une prise charge nutritionnelle, d'une assistance de la Méningite, paludisme et grippe)	Nbre	ND	6.547	6.572	100,38
5	Equipement de la chaine de froid pour renforcer la logistique vaccinale (unité de production d'oxygène, cameras thermiques)	Nbre	ND	3.463	3.699	106,81
6	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	6	30	30	100,00
Secteur Urbain						
1	Km de route urbaines/voiries/ouvrages hydrauliques de drainage construites/réhabilitées	Nbre	53,702	9,487	9,43	99,40
2	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	ND	500	500	100,00

III. PROJETS ET PROGRAMMES ACTIFS

PROJETS MIS EN VIGUEUR EN 2024

Au total, 5 projets et programmes (tous bailleurs confondus) sont entrés en vigueur en 2024.

Tableau 7 : Projets mis en vigueur en 2024

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Zones d'intervention	Objectifs	Date de mise en vigueur
BM						
1	CAVRE/OPERPA (Projet d'Appui à la mise en œuvre et l'Opérationnalisation des Contrats d'Achat/Vente de Réduction d'Emissions du Programme de Réduction des Emissions du Maï-Ndombe)	Environnement	5	Kinshasa et Maï-Ndombe	Améliorer l'environnement propice à des paiements efficaces basés sur les résultats dans le cadre du Programme de Réduction des Émissions du Maï-Ndombe.	01-02-2024
2	PASEA (Programme d'Accès aux Services d'Eau et d'Assainissement)	Eau et assainissement	400	Kasaï, Kasai-Central, Kasai-Oriental et Kwilu	Accroître l'accès à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement dans les milieux ruraux et périurbains des zones sélectionnées.	11-03-2024
3	PIFORES (Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes en RDC)	Environnement	300	Kinshasa, Kasaï, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Kongo-Central, Kwilu et Lomami	- Améliorer la gestion des paysages forestiers ; - Renforcer les moyens de subsistance des communautés dans les zones de programme sélectionnées.	01-05-2024
4	PEQIP (Projet d'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire)	Education	67	Ituri, Kasaï, Kasai-Central, Kasai-Oriental et Sud-Kivu	Elargir l'accès à des cadres d'apprentissage améliorés et renforcer la qualité des pratiques pédagogiques dans l'enseignement primaire.	24-05-2024

BAD						
5	PAGDC-PTA (Projet d'Appui à la Gouvernance et au Développement des Compétences)	Social	119,7	Kongo-Central, Kasai-Oriental, Tshopo, Nord-Ubangi et Sud-Ubangi	▪ Appuyer la transformation agricole en RDC à travers l'amélioration du climat des investissements dans le secteur agricole et de la qualité de la main-d'œuvre.	16-08-2024

PROJETS ET PROGRAMMES CLÔTURÉS EN 2024

Pour l'année 2024, le Portefeuille RDC a clôturé 13 projets.

Tableau 8 : Projets clôturés en 2024

N°	Titre du projet	Secteur	Statut	Montant du financement (en millions USD)	Date de clôture
BM					
1	PGAPF/PIREDD-Mai-Ndombe (Projet Intégré REDD+ dans le Mai-Ndombe)	Environnement	Clôturé	64,1	31-05-2024
2	PGAPF/FA-FEM (Financement Additionnel du Fonds pour l'Environnement Mondial)	Environnement	Clôturé	6,2	31-05-2024
3	PADMPME (Projet d'Appui au Développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises)	Entrepreneuriat	Clôturé	100	28-06-2024
4	PAASE/EASE (Projet d'Accès et d'Amélioration des Services Electriques)	Electricité	Clôturé	145	30-06-2024
5	PFCGL (Projet de Facilitation du Commerce dans la région de Grands-Lacs)	Commerce	Clôturé	57	30-06-2024
6	PDSS (Projet de Développement du Système de Santé)	Santé	Clôturé	660	30-06-2024
7	PUARP/COVID-19 (Projet d'Urgence en Appui à la Riposte et Préparation de la Covid-19 en RDC)	Santé	Clôturé	247,2	30-06-2024
8	PEQPESU (Projet d'Éducation pour la Qualité et la Pertinence des Enseignements aux niveaux Secondaire et Supérieur)	Education	Clôturé	166	31-10-2024
9	PICAGL (Projet Intégré de Croissance Agricole dans les Grands-Lacs)	Agriculture	Clôturé	152,7	31-12-2024
BAD					
10	Projet pour l'aide d'urgence aux victimes des éboulements de terre et inondations dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu)	Agriculture	Clôturé	1	31-12-2024

AFD					
11	PAGF (Projet d'Appui à la Gouvernance Financière)	Gouvernance	Clôturé	2,8	01-12-2024
12	HUAMSI	Santé	Clôturé	8	30-06-2024
13	INPP 2	Education	Clôturé	16	30-06-2024

PROJETS RESTRUCTURÉS/ANNULÉS EN 2024

Un projet est restructuré lorsque le bailleur accepte la modification de certaines dispositions de l'accord de financement (montant du financement, arrangement institutionnel, composantes et activités, zones d'intervention, etc.) au cours de la phase d'exécution. La restructuration peut être demandée par les ministères sectoriels, par le truchement du Ministre des Finances, pour résoudre les problèmes d'exécution des projets, les adapter à l'évolution des priorités de développement ou de la situation socioéconomique du pays, améliorer leur performance ou encore entériner un financement additionnel, tout en assurant le respect des exigences fiduciaires et des conditions des prêts/dons.

Pour les projets dont les problèmes d'exécution ne peuvent être résolus de manière satisfaisante, le processus d'annulation peut être enclenché.

Tableau 9 : Projets en cours de restructuration/annulation

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Zones d'intervention	Objectifs	Raison
BM						
1	PFCIGL (Projet de Facilitation du Commerce et l'Intégration dans la région des Grands-Lacs)	Commerce	152	Sud-Kivu	Faciliter les échanges commerciaux et améliorer la commercialisation des chaînes de valeur sélectionnées pour les commerçants, en particulier les petits commerçants et les femmes commerçantes, dans la région des Grands-Lacs.	En cours de restructuration pour intégrer les activités non achevées du PFCGL et le financement du PAR des routes.
2	STEP (Projet de Stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix)	Social	721,6	Kasaï-Central, Nord-Ubangi, Sud-Ubangi, Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu	Améliorer l'accès aux moyens de subsistance et aux infrastructures socio-économiques dans les communautés vulnérables sélectionnées en RDC.	En cours de restructuration pour réallouer les fonds entre les catégories.

3	PIFORES (Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes en RDC)	Environnement	300	Kinshasa, Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Kongo-Central Kwilu et Lomami	- Améliorer la gestion des paysages forestiers ; - Renforcer les moyens de subsistance des communautés dans les zones de programme sélectionnées.	En cours de restructuration pour intégrer les Paiements pour Services Environnementaux du FONAREDD.
4	PNDA (Programme National de Développement Agricole)	Agriculture	440	Kasai, Kasai-Central, Kongo-Central, Kwilu et Nord-Kivu	Accroître la productivité agricole et améliorer l'accès au marché des petits exploitants agricoles dans des régions sélectionnées du Programme.	En cours de restructuration pour intégrer les activités non achevées du PICAGL.
5	Projet de Développement Multisectoriel et de Résilience Urbaine de Kinshasa (PDMRUK/KIN ELENDA)	Urbain	500	Kinshasa	Améliorer la capacité institutionnelle en gestion urbaine et l'accès aux infrastructures et services, ainsi qu'aux opportunités socioéconomiques à Kinshasa.	La restructuration a porté sur l'annulation de certaines activités afin de respecter l'enveloppe disponible du projet.
6	AGREE (Projet d'Accès, Gouvernance et Réforme des secteurs de l'Électricité et de l'Eau)	Electricité/Eau et assainissement	600	Kinshasa, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Lomami, Nord-Kivu, Nord-Ubangui	Etendre l'accès à l'électricité, aux énergies renouvelables, à l'eau potable dans certaines zones urbaines et périurbaines de la RDC	La restructuration a porté sur la suppression de certaines conditions basées sur la performance afin de faciliter la mise en œuvre du projet ; ainsi que sur l'appui à la préparation des projets Inga 3 et Ruzizi 3.
7	PERSE (Projet d'Équité et de Renforcement du Système Éducatif)	Éducation	800	Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, de Lomami, du Kasai, du Kasai-Central, du Kasai-Oriental, du Kwilu, de Kinshasa et du Kongo-Central	- Accroître l'équité en allégeant le fardeau des frais scolaires pour les ménages ; - Renforcer les systèmes de gestion et de données dans le secteur de l'enseignement primaire.	La restructuration a porté sur le report de la date de clôture du projet du 31 décembre 2024 au 30 juin 2026.

PROJETS EN FIN DE CYCLE

Arrivés à la fin de leurs cycles de vie, les projets suivants sont appelés à être clôturés en 2025, suivant les procédures des bailleurs concernés.

Tableau 10 : Projets en fin de cycle

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Taux de décaissement cumulé au 31-12-2024	Date de signature de l'Accord	Date de clôture
BM						
1	REDISSE IV (Projet régional de renforcement des systèmes de surveillance des maladies en Afrique centrale)	Santé	150	80,8%	18-10-2019	31-05-2025
2	STEP (Projet de Stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix)	Social	721,6	79,4%	03-04-2014	30-06-2025
BAD						
3	PEJAB (Projet d'Entrepreneuriat des Jeunes dans l'Agriculture et l'Agro-Business)	Agriculture	53,2	74%	10-03-2017	31-12-2025
4	PROADER (Projet d'Appui au Développement intégré à l'Economie Rurale)	Agriculture	55,99	61%	23-12-2019	31-12-2025
5	RN1 Kinshasa-Kikwit	Transport	70,2	69,2%	26-09-2019	31-12-2025
6	PABEA COBALT (Projet d'Appui au Bien-Etre Alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du Cobalt)	Social	84,4	55,3%	13-06-2019	30-12-2025
7	PAREC (Projet d'Appui à la Relance de l'Economie Congolaise)	Gouvernance	13	29,5%	01-03-2022	30-12-2025

IV. PROJETS EN COURS DE PRÉPARATION/ NÉGOCIATION

La préparation et la négociation sont cruciales pour garantir la viabilité, la pertinence et la durabilité de chaque projet. Après l'étape d'identification, le Gouvernement élabore les documents de projet (études de faisabilité, analyses environnementales et sociales, cadre logique, etc.), procède à l'évaluation des risques et définit les indicateurs de performance, avant d'entrer en négociation avec les PTF sur les termes du financement (montant, conditions de prêt ou de don, responsabilités de mise en œuvre, calendrier, modalités de suivi, etc.).

Tableau 11 : Projets en cours de préparation/négociation

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Zones d'intervention	Objectifs
BM					
1	PRIUR (Projet de Résilience Urbaine contre les Inondations)	Urbain	200	Kinshasa, Sud-Kivu et Tanganyika	▪ Réduire les risques d'inondations et renforcer la gestion urbaine résiliente face au climat dans certaines villes de la RDC.
2	Premier appui budgétaire sur la gouvernance, la transparence et la résilience économique de la RDC	Gouvernance	600	Couverture nationale	▪ Renforcer les bases de la gouvernance publique, de la transparence et de la résilience économique, dans le cadre du deuxième cycle de réformes (2025 - 2026) engagé par le Gouvernement.
3	Programme de Développement Inga 3 (Phase I)	Electricité	250	Kongo-Central	▪ Développer les capacités et les plans dont dispose le Gouvernement pour développer durablement la centrale d'Inga 3 et un corridor de croissance économique associé ; ▪ Améliorer les services pour certaines communautés situées à proximité d'Inga.
4	PACT 2 (Projet d'Appui à la Connectivité et au Transport 2)	Transport	440,2	Lomami et Maniema	▪ Fournir une connectivité résiliente au climat, sûre et durable sur la RN2 ; ▪ Renforcer les capacités institutionnelles réglementaires dans le secteur de transport.
5	PATN (Projet d'Appui à la Transformation Numérique)	Numérique	400	20 provinces de la RDC	▪ Accélérer l'inclusion numérique, l'accès à la connectivité haut débit abordable et de qualité ; ▪ Développer des services numériques pertinents.
6	PUSPRR (Projet d'Urgence Sanitaire, Préparation, Riposte et Résilience)	Santé	250	Equateur, Ituri, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Kwilu, Nord-Kivu, Tshopo et Tshuapa	▪ Renforcer la résilience du système de santé ainsi que la préparation et la réponse multisectorielles aux Urgences Sanitaires en RDC.

BAD					
7	PAGDC-PTA (Projet d'Appui à la Gouvernance et au Développement des Compétences en soutien au Programme de Transformation Agricole)	Agriculture	119,7	Kongo-Central, Kwango, Maï-Ndombe, Kasai-Oriental, Lomami et Sud-Kivu	▪ Réduire l'incidence de l'insécurité alimentaire et les importations des produits alimentaires ; ▪ Appuyer la transformation agricole en RDC à travers l'amélioration du climat des investissements dans le secteur agricole et de la qualité de la main d'œuvre.
8	PADCV-PTA (Projet d'Appui au Développement des Chaînes de Valeur en soutien au Programme de Transformation Agricole)	Agriculture	262	Kongo-Central, Kwango, Maï-Ndombe, Kasai-Oriental, Lomami et Sud-Kivu	▪ Réduire l'incidence de l'insécurité alimentaire et les importations des produits alimentaires en RDC, tout en adoptant une approche préventive dans la réponse aux effets néfastes des chocs exogènes (y compris ceux du changement climatique et des conflits armés).
9	Projet d'aide d'urgence pour la lutte contre la variole simienne (MPOX)	Santé	1	Equateur	▪ Contribuer à arrêter la propagation de l'épidémie de Mpx ; ▪ Réduire la mortalité et la morbidité liées à cette épidémie.
10	PCITOC-PTA (Projet de Construction des Infrastructures de Transport et Ouvrages Connexes en appui au Programme de Transformation Agricole)	Transport	195	Lomami	▪ Faciliter l'accès au parc agro-industriel de Ngandajika
11	PREDIRE (Programme Régional d'appui au Développement des Infrastructures et de valorisation des Ressources en Eau transfrontalières entre la République Centrafricaine et la RDC)	Eau et assainissement	16,6	Nord-Ubangi, Sud-Ubangi et Mongala	▪ Soutenir l'approvisionnement durable des services d'eau et l'assainissement en RDC et en République Centrafricaine ; ▪ Renforcer la gouvernance des secteurs de l'eau et de l'assainissement, ainsi que les capacités des parties prenantes.
OFID					
12	PREDIRE (Programme Régional d'appui au Développement des Infrastructures et de valorisation des Ressources en Eau transfrontalières entre la République Centrafricaine et la RDC)	Eau et assainissement	30	Nord-Ubangi, Sud-Ubangi et Mongala	▪ Soutenir l'approvisionnement durable des services d'eau et l'assainissement en RDC et en République Centrafricaine ; ▪ Renforcer la gouvernance des secteurs de l'eau et de l'assainissement, ainsi que les capacités des parties prenantes.

AFD					
13	PATN (Projet d'Appui à la Transformation Numérique)	Numérique	110	20 provinces de la RDC	▪ Accélérer l'inclusion numérique, l'accès à la connectivité haut débit abordable et de qualité ; ▪ Développer des services numériques pertinents.
14	Ville Durable Boma	Urbain	63,8	Kongo-Central	▪ Améliorer la résilience de la ville de Boma et des conditions de vie de ses habitants, en particulier des femmes et des jeunes.

V. ANNEXES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACE	: Agence Congolaise de l'Environnement
ADPI	: Agence de Développement du Programme Grand Inga
AFD	: Agence Française de Développement
AGREE	: Projet d'Accès, Gouvernance et Réforme des secteurs de l'Electricité et de l'Eau
APM	: Approche Programmatique Multisectoriel
AVENIR	: Projet Autonomisation par la Valorisation de l'Entrepreneuriat Agricole et Rural Sensible à la Nutrition, Inclusif et Résilient
BAD	: Banque Africaine de Développement
BADEA	: Banque Arabe de Développement Economique en Afrique
BM	: Banque Mondiale
CBP	: Conditions Basées sur la Performance
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa
COSOP	: Programme d'Option Stratégique pour le Pays
CSPP	: Cellule de Suivi des Projets et Programmes
DGDP	: Direction Générale de la Dette Publique
DUE	: Délégation de l'Union Européenne
EFFICACE	: Education des filles, Formation Initiale et Continue des Enseignants, et Appui à la Continuité de l'Education en Situation d'Urgence
ENF	: Ecole Nationale des Finances
FAD	: Fonds Africain de Développement
FA-FEM	: Financement Additionnel - Fonds pour l'Environnement Mondial
FEC	: Facilité Elargie de Crédit
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FMI	: Fonds Monétaire International
FOPE	: Formation à la Promotion de l'Entrepreneuriat
FSD	: Fonds Saoudien de Développement
G16	: Groupe 6 de la Centrale d'Inga
IDA	: Association Internationale de Développement
IEC	: Information -Education-Communication
IFM	: Institutions Financières Multilatérales
IFME	: Institut de Formation aux Métiers de l'Enseignement
ITP	: Infrastructures et Travaux Publics
KfW	: Kreditanstalt für Wiederaufbau
LOFIP	: Loi Relative aux Finances Publiques
MONUSCO	: Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RD Congo
MPME	: Micro, Petites et Moyennes Entreprises
MT/BT	: Moyenne Tension/Basse Tension
MW	: Méga Watt
OACI	: Organisation de l'Aviation Civile Internationale
OFID	: Fonds de l'OPEP pour le Développement International

OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OVD	: Office des Voiries et Drainages
PAASE-EASE	: Projet d'Accès et d'Amélioration des Services Electriques
PACT	: Projet d'Appui à la Connectivité et au Transport
PADCV	: Projet d'Appui au Développement des Chaînes de Valeurs
PADRIR	: Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient
PADSFI	: Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier et d'Inclusion Financière
PAG	: Programme d'Action du Gouvernement
PAGASE	: Projet d'Appui à la Gouvernance et à l'Amélioration du Secteur Electrique
PAGDC	: Projet d'Appui à la Gouvernance et au Développement des Compétences
PASA-NK	: Projet d'Appui au Secteur Agricole dans la province du Nord-Kivu
PASEA	: Programme d'Accès aux Services d'Eau et d'Assainissement
PCITOC	: Projet de Construction des Infrastructures de Transport et Ouvrages Connexes
PDCT-AC	: Plan Directeur Consensuel des Transports pour l'Afrique Centrale
PERSE	: Projet d'urgence pour l'Equité et le Renforcement du Système Educatif
PGAPF	: Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers
PHRD	: Peace and Human Right Development
PIB	: Produit Intérieur Brut
PICAGL	: Projet Intégré de Croissance Agricole dans la région des Grands-Lacs
PIFORES	: Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes
PIREDD	: Programme Intégré REDD+
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PNDA	: Programme National de Développement Agricole
PNDS	: Plan National Stratégique de Développement
PPP	: Partenariat Public Privé
PPSA	: Projet Prioritaire de Sécurité Aérienne
ProSecEau	: Programme Sectoriel Eau
PTA	: Programme de Transformation de l'Agriculture
PTF	: Partenaire Technique et Financier
PURUK	: Projet d'Urgence de Résilience Urbaine de Kananga
RDC	: République Démocratique du Congo
REDD+	: Réduction des Émissions de gaz à effet de serre dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts
RN1	: Route Nationale n°1
RN2	: Route Nationale n°2
RN23	: Route Nationale n°23
RN6	: Route Nationale n°6
SNCC	: Société Nationale des Chemins de fer du Congo
STAR-Est	: Projet de Stabilisation et de Relèvement de l'Est de la RDC
THIMO	: Travaux à Haute Intensité de Main-d'Oeuvre
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
UCC	: Université Catholique du Congo
UGP	: Unité de Gestion de Projet
UsAID	: United States Agency for International Development
VBG	: Violences Basées sur le Genre

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	: Taille des portefeuilles des PTF au 31 décembre 2024
Tableau 2	: Type de projets
Tableau 3	: Portait global du portefeuille (projets nationaux et régionaux) en 2024
Tableau 4	: Décaissement au 31 décembre 2024 (projets nationaux et régionaux)
Tableau 5	: Nombre et volume des financements des projets actifs par secteur en 2024
Tableau 6	: Indicateurs et résultats sectoriels en 2024
Tableau 7	: Projets mis en vigueur en 2024
Tableau 8	: Projets clôturés en 2024
Tableau 9	: Projets en cours de restructuration/annulation
Tableau 10	: Projets en fin de cycle
Tableau 11	: Projets en cours de préparation/négociation

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1 :	Bref aperçu de la Cellule de Suivi des Projets et Programmes CSPP
Encadré 2 :	Différence entre projet national et projet régional

LISTE DES GRAPHIQUES/FIGURES

Figure 1	: Allocations des PTF en 2024
Figure 2	: Répartition géographique des allocations des PTF en 2024
Figure 3	: Répartition géographique des secteurs financés par les PTF en 2024

1	AFD	Agence Française de Développement
2	BAD	Banque Africaine de Développement
3	BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique
4	BM	Banque Mondiale
6	FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
7	KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
8	OFID	Fonds de l'OPEP pour le Développement International

LISTE DES PROJETS EXÉCUTÉS EN RDC

N°	BAILLEUR/SECTEUR	ACRONYME
AFD		
Secteur Agriculture		
1	Projet d'Autonomisation par la Valorisation de l'Entrepreneuriat Agricole Rural, Sensible à la Nutrition, Inclusif et Résilient)	AVENIR
Secteur Eau et assainissement		
2	Projet Eau Uvira	-
3	Projet de promotion de modalités Innovantes pour L'Accès à l'Eau Potable	PILAEP 2

4	Approvisionnement en Eau Potable Bukavu	AEP BUKAVU
5	TO PETOLA	-
Secteur Education		
6	Projet d'Appui à l'Enseignement Supérieur	PAES
7	Molakisi Telema	-
8	Projet d'Appui à la Mise à la Retraite des Enseignants et d'Amélioration des Conditions d'Enseignement-Apprentissage	PREACE
9	Education des Filles, Formation Initiale et Continue des Enseignants, et Appui à la Continuité de l'Education en Situation d'Urgence	EFFICACE
10	Projet à l'amplification à l'appui au renforcement des capacités de l'INPP et de son offre de formation 2	INPP 2
11	Projet à l'amplification à l'appui au renforcement des capacités de l'INPP et de son offre de formation 3	INPP 3
12	Projet à l'amplification à l'appui au renforcement des capacités de l'INPP et de son offre de formation 4	INPP 4
13	Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation Agricole et Rurale dans la Tshopo	GIFT
Secteur Electricité		
14	Projet d'Electrification Urbaine de Kabinda	TU TOKESHAYI KABINDA
15	Projet d'Electrification Urbaine de Kisangani	-
Secteur Entrepreneuriat		
16	Pour Elles « appui aux femmes entrepreneures »	POUR ELLES
Secteur Environnement		
17	Programme de Gestion Durable des Forêts	PGDF CCD1098
18	Programme de Gestion Durable des Forêts	PGDF CCD1087
19	Programme d'appui à la mise en valeur durable des zones de savanes et forêts dégradées	PSFD
Secteur Gouvernance		
20	Fonds d'Etude et de Pilotage du C2D	-
21	Projet d'Appui à la Mobilisation Informatisée des Ressources	PAMIR
22	Gouvernance Administrative	CCD 1102
Secteur Numérique		
23	Fexte Plan Directeur des Infrans Numeriques RDC	CCD1157
Secteur Santé		
24	Projet Mère-Enfant de Kinshasa	PROMEKIN II
25	Projet d'Appui au Renforcement Intégré du Système de Santé au Nord-Kivu	HUAMSI
26	Projet de Renforcement du Système de Santé dans les Zones de Santé de Nyiragongo et Karisimbi	RSS GOMA
27	Projet d'Appui à l'Hôpital Général de Panzi	PANZI
28	Projet d'Appui au « Réseau de surveillance épidémiologique One Health et laboratoires »	RESOH-LABO
29	Projet d'appui au système de laboratoire de la ville province de Kinshasa	LABOKIN
30	Projet d'Appui à l'INRB	-
Secteur Social		

31	Pour Elles : Sports et culture	-
BAD		
Secteur Agriculture		
1	Projet d'Appui au Développement de Chaînes de Valeur Agricole	PADCA-6P
2	Projet d'Urgence de Production Alimentaire – RDC	PURPA
3	Aide d'urgence aux victimes des éboulements de terre et d'inondations	-
4	Programme d'appui au Développement Agro-industriel de Ngandajika	PRODAN
5	Projet Entrepreneuriat Jeunes dans L'agriculture et l'Agro-Business	PEJAB
6	Projet D'appui au Développement Intégré de l'Economie Rurale	PROADER
7	Projet d'Appui à la Gouvernance et au Développement des Compétences en soutien au programme de transformation de l'Agriculture	PAGDC-PTA
8	Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité et l'Entrepreneuriat des Jeunes et Amélioration de la Gouvernance dans les chaînes de valeur agricoles en soutien au Programme de Transformation Agricole	PDCEJAG-PTA
9	Projet d'intégration des chaînes de valeur dans les axes Nord+Sud Ubangi, Tshopo, Kongo-Central, Kinshasa Ouest, Kwango – Maï-Ndombe, Kasai-Oriental – Lomami et Nord+Sud-Kivu en appui au Programme de Transformation de l'Agriculture	PIC-PTA
Secteur Eau et assainissement		
10	Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-Economique	PRISE 1
11	Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-Economique	PRISE 2
Secteur Electricité		
12	Projet Electrification Périurbaine et Rurale	PEPUR
13	Projet d'Appui à la Gouvernance et à l'Amélioration du Secteur	PAGASE
14	Projet d'Interconnexion des Réseaux Electriques des Pays des Lacs Equatoriaux du Nil – RDC – Don supplémentaire	NELSAP
15	Ruzizi III – DRC	-
16	Projet d'Appui au Développement d'INGA et de l'Accès à l'Electricité	PASEL
17	Interconnexion des Réseaux Electriques RCA-RDC	BOILI-ZONGO
18	Programme de Transformation Agricole	PTA-RDC
	Secteur Numérique	
19	Projet d'Appui la Préparation de la Composante de la RDC de la Dor-sale à Fibre Optique d'Afrique Centrale	CAB
Secteur Transports		
20	Projet d'Aménagement de la Route RN2 Bukavu – Goma	-
21	Projet Prioritaire de Sécurité Aérienne Phase 2	PPSA 2
22	Réhabilitation de la RN1 Kinshasa – Kiwit	-
23	Projet Voie d'Accès route-rail RDC	-
24	Projet de Construction du Corridor Economique Transnational (Kananga – Mbuji-Mayi)	-
25		Voies d'accès Banana

26	Projet de Construction des Infrastructures de Transport et Ouvrages Connexes en appui au PTA Phase 1 ex Mbuji-Mayi-Mwene Ditu	PCITOC-PTA
BADEA		
Secteur Santé		
1	Projet de Réhabilitation des Cliniques Universitaires de Kinshasa	PRECUK
2	Opérations urgente pour lutter contre la COVID-19	PMUAIC
Secteur Transports		
3	Projet de Réhabilitation de quelques artères de voiries urbaines dans la ville de Kinshasa (Phase 1)	-
4	Projet de Réhabilitation de quelques artères de voiries urbaines dans la ville de Kinshasa (Phase 2)	-
BANQUE MONDIALE		
Secteur Agriculture		
1	Programme National de Développement Agricole	PNDA
2	Projet Intégré de Croissance Agricole dans les Grands-Lacs	PICAGL
Secteur Commerce		
3	Projet de Facilitation du Commerce et Intégration dans la Région des Grands-Lacs	PFCIGL
Secteur Education		
4	Projet d'Equité et de Renforcement du Système Educatif	PERSE
5	Projet d'Apprentissage et d'Autonomisation des Filles	PAAF
6	Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Enseignement Primaire	PEQIP
Secteurs Electricité, Eau et assainissement		
7	Projet d'Accès et d'Amélioration des Services Electriques	PAASE/EASE
8	Projet d'Accès, de Gouvernance et de Réformes pour les Secteurs de l'Electricité et de l'Eau	AGREE
9	Programme d'Amélioration de l'Accès aux Services d'Eau et d'Assainissement	PASEA
Secteur Entrepreneuriat		
10	Projet de Transformation Economique des Entreprises Féminines et Modernisation des PME pour l'Emploi et la Croissance	TRANSFORME
Secteur Environnement		
11	Contrats d'Achat/Vente des Réductions des Emissions de la Province du Maï-Ndombe et le Projet de leur opérationnalisation	CAVRE/ERPA et OPERPA
12	Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes en RDC	PIFORES
Secteur Gouvernance		
13	Projet d'Amélioration du Recouvrement des Recettes et de la Gestion des Dépenses en RDC	ENCORE
Secteur Numérique		
14	Projet d'Appui à la Transformation Numérique en RDC	PATN
Secteur Santé		
15	Projet de Multisectoriel de Nutrition et de Santé	PMNS
16	Programme de Renforcement des Systèmes Régionaux de Surveillance des Maladies en Afrique	REDISSE IV
Secteur Social		

17	Projet de Stabilisation de l'Est de la RDC pour la paix	STEP
18	Projet de Stabilisation et Relèvement de l'Est de la RDC	STAR-EST
Secteur Transports		
19	Projet d'Appui à la Connectivité et au Transport	PACT
Secteur Urbain		
20	Projet de Développement Multisectoriel et de Résilience Urbaine de Kinshasa	PDMRUK/KIN ELEENDA
21	Projet d'Urgence pour la Résilience Urbaine de Kananga	PURUK
KfW		
Secteur Electricité		
1	Poste de Dispersion INGA I, II	-
2	Ligne de Transport Rwanda-RD Congo (NL) – Poste de Goma	-
3	Ligne de Transmission Kamanyola Agglomération Bukavu (RDC)	-
4	Construction du Poste de Dispersion Kamanyola	-
5	Réhabilitation des Centrales Hydroélectriques Ruzizi II	-
6	Programme pour l'Amélioration de l'Approvisionnement Durable en Electricité en RDC	-
Secteur Environnement		
7	Fonds Okapi pour la Conservation de la Nature II	-
8	Fonds Okapi pour la Conservation de la Nature III	-
9	Conservation de la Biodiversité et Gestion Durable des Forêts V	-
10	Conservation de la Biodiversité et Gestion Durable des Forêts VI	-
11	Conservation de la Biodiversité et Gestion Durable des Forêts VII	-
12	Conservation de la Biodiversité et Gestion Durable des Forêts VIII	-
13	Gestion Intégrées des Aires Protégées I	-
14	Gestion Intégrées des Aires Protégées II	-
15	Programme pour la Promotion des Riverains des Aires Protégées	PRAP
Secteur Gouvernance		
16	Programme Développement du Système de Microfinance (Centrale de Risque)	-
17	Fond d'Urgence COVID-19-PME	-
18	Programme Sectoriel Microfinance VII (FPM ASBL)	-
19	Refinancement d'Institutions Financières (Fonds de garantie)	-
Secteur Social		
20	Prévention de la Violence Juvenile à Kinshasa	-
21	Fond pour la Consolidation de la Paix (phase III)	-
22	Programme Intégré Conjoint de Résilience FAO (PAM et FAO)	-
23	Programme Intégré Conjoint de Résilience UNICEF (PAM-FAO-UNICEF)	-
24	Renforcement de la Santé Mentale et du Soutien Psychosocial et la Promotion de la Cohésion Sociale	-
25	Programme Intégré Conjoint de Résilience FAO (PAM et FAO)	-
Secteur Eau et assainissement		
26	Travaux de Réhabilitation du Système d'Approvisionnement en Eau Potable de la Ville de Mbuji-Mayi (Lot2)	-

27	Projet d'Extension de la Zone Haute du Système d'Alimentation en Eau Potable	-
28	Travaux de Réhabilitation et d'Extension d'Alimentation en Eau Potable	-
29	Mesures d'Accompagnement IV	-
30	Travaux en mesures d'urgence des 3 centres au Kasaï Oriental	-
31	Construction de la Centrale Photovoltaïque Hybride (CPV) avec stockage et Interconnectée pour l'Approvisionnement en Energie Renouvelable des Installations de REGIDESO à Mbuji-Mayi	-
FIDA		
Secteur Agriculture		
1	Projet d'Appui au Secteur Agricole dans la Province du Nord-Kivu	PASA-NK
2	Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient	PADRIR
3	Projet d'Autonomisation par la Valorisation de l'Entrepreneuriat Agricole Rural, Sensible à la Nutrition, Inclusif et Résilient	AVENIR
OFID		
Secteur Agriculture		
1	Projet d'Appui au Secteur Agricole dans la Province du Nord-Kivu	PASA-NK
2	Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient	PADRIR
Secteur Eau et assainissement		
3	Projet d'Approvisionnement en Eau pour l'Ozone (Phase 2)	-



Coordination

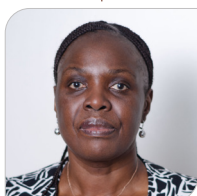


Josée MIAKUKILA
Coordonnateur

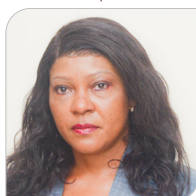


Yves MAFONGO
Coordonnateur Adjoint

Appui à la coordination



Olga MINAMPALA
Chargée d'Appui à la
Coordination



Judith SALO
Chargée d'Appui à la
Coordination



Exaucée KANDUKULU
Secrétaire Coordination



Eunice NGOY
Ass. aux Projets



Clémence MUSINGYA
Ass. aux Projets



Thérèse ILINGIO
Ass. de Section

Section opérationnelle 1



Sylvie NGALIMBAYA
Cheffe de Section
opérationnelle



Carol MULOPO
Chargé de projets principal



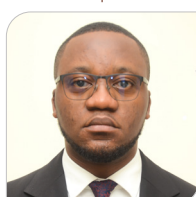
Raphaël KAKUDJI
Chargé de Projets



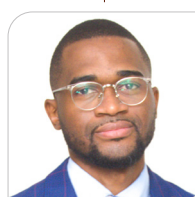
Urbain MAOMBI
Chargé de Projets



Christelle DEROUAUX
Chargée de Projets



Sylas NKONGOLO
Chargé de Projets



Olivier KADIATA
Chargé de Projets



Franck IRAGI
Chargé de Projets



Serge SONGOLO
Chargé de Projets



Luc-Didier KALENGA
Chargé de Projets

Assistance technique

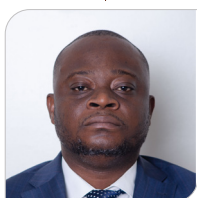


Clément TUKEBA
Consultant

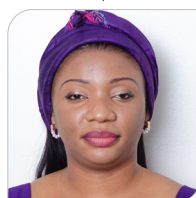


Jean-Pierre KALALA
Consultant

Section opérationnelle 2



Trésor LIKUNDE
Chef de Section
opérationnelle

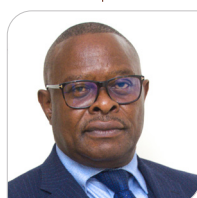


Laurianne KAMUYI
Chargée de projets
principale

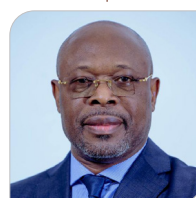


Didier MUZUTIE
Chargé Syst. Info IT

Section administrative et finances



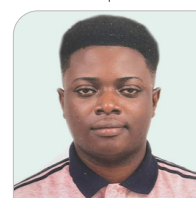
Célestin FWAMBA
Chargé de Admin.



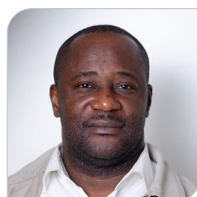
Toussaint N'KIE
Chargé d'Appui à la section
admin.



Dereck BAVI
Ass. Comptable



Sergy KALUMBA
Appui Comptabilité



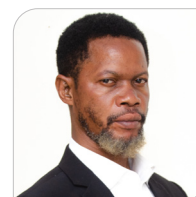
René MENAYETO
Chauffeur



Roland NZUANGAMBU
Chauffeur



Eric MBENGA
Chauffeur



Le Fils KASONGO
Chauffeur



Djibril MUTONDO
Technicien surface



Belinda NIONGO
Technicienne surface



Fifi MATONDO
Technicienne surface



Micheline KANI
Protocole

Editeur :

Coordination - CSPP

Rédacteurs :

Raphaël KAKUDJI, Urbain MAOMBI, Didier KALENGA, Christelle DEROUAUX, Serge SONGOLO, Olivier KADIATA, Sylas NKONGOLO, Franck IRAGI, Exaucée KANDUKULU

Design et mise en page :

Marlot Olivier
www.marlotolivier.com

Impression :

QUICK PRINT

RAPPORT ANNUEL 20 24

SUR LES PROJETS
ET PROGRAMMES
À FINANCEMENTS
EXTÉRIEURS



MINISTÈRE
DES FINANCES

